

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 17 OCTOBRE 1978 - N° 770

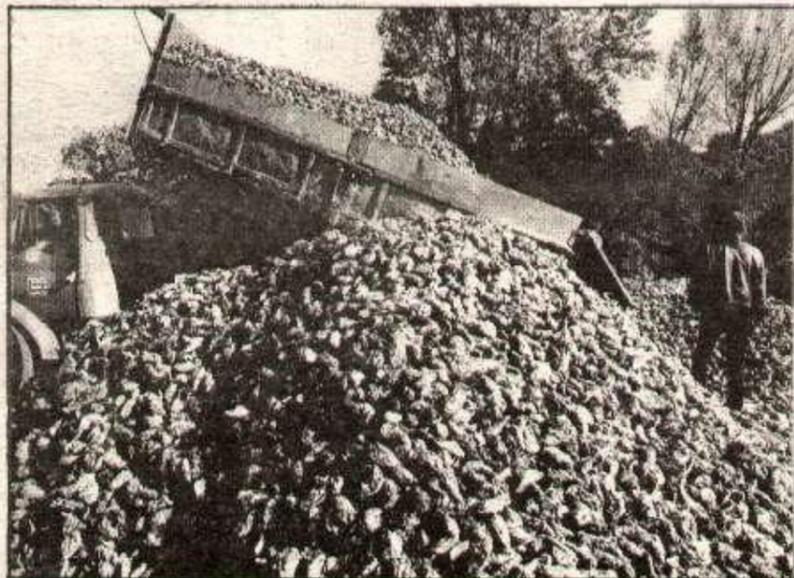
Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Les sidérurgistes contre les licenciements

- Mobilisation à Neuves-Maison
- Grève à partir de mardi à Sacilor-Sollac
- Journée nationale le 19, dans toute la sidérurgie à l'appel des syndicats

### LES HUITRES DE L'AMOCO-CADIZ 6 400 tonnes à la poubelle



Des tonnes d'huîtres ont été enterrées, à la suite de la catastrophe de l'Amoco Cadiz. Ainsi, le bilan de cette catastrophe sans précédent s'alourdit. Autour de l'épave elle-même des crevettes grosses comme des gambas, des homards en quantité industrielle eux-aussi anormalement gros et des poissons qui perdent écailles et nageoires, pullulent...

Plusieurs actions sont prévues ou en cours dans les usines sidérurgiques de Lorraine. Le plan acier du gouvernement, discuté au parlement la semaine dernière a soulevé une vive colère parmi les sidérurgistes.

Un vote à bulletins secrets organisé par les syndicats dans le groupe Sacilor-Sollac a donné une majorité pour la grève. A partir de mardi donc, des piquets de grève sont prévus aux portes des usines de groupe.

La fin de semaine dernière a été agitée à Neuves-Maison. La décision qui devait intervenir au bout de trois mois en ce qui concerne la nouvelle aciérie à oxygène a été repoussée de plusieurs semaines par le PDG. Immédiatement, c'était la grève et la manifestation dans les ateliers.

Les directions syndicales ont lancé un mot d'ordre de grève dans la sidérurgie pour le 19 octobre. La question rituelle est posée : « Journée-enterrement ou journée-détonateur ? ». Visiblement, les directions syndicales ne semblent pas décidées à partir de cette journée, à organiser une riposte conséquente pour empêcher les milliers de licenciements. Les sidérurgistes n'acceptent peut être pas ce choix.

Lire en page 12

Mardi soir

### MANIFESTATION CONTRE PCUK LE POLLUEUR

« Nous ne laisserons pas PCUK jouer avec nos vies ». Cette phrase revient souvent chez de nombreux habitants de Oullins qui subissent les effets de l'acroléine, gaz extrêmement dangereux, qui s'échappe de l'usine de Pierre Bénite. Pour lutter contre la pollution, les habitants appellent à une manifestation mardi à 17 h place Kellerman à Oullins.

Lire notre reportage en page 5

### Septembre : 128 000 chômeurs en plus

11,1 % de chômeurs en plus au mois de septembre par rapport au mois précédent : lamentable bilan de la politique du gouvernement Giscard-Barre. Cela porte le nombre des chômeurs inscrits à 1 284 600, chiffre qui ne correspond pas (et de loin) au nombre de chômeurs réels. Le gouvernement insiste sur le fait qu'en données corrigées des variations saisonnières, cela correspond à une diminution de 3,2 % par rapport au mois d'août. Des petits calculs qui ne peuvent cacher la réalité de l'aggravation dramatique du chômage.

### Nouvelle grève générale en Iran

Ce lundi marque le 40<sup>e</sup> jour de deuil décrété pour les victimes des manifestations du vendredi noir à Téhéran, sa commémoration est placée sous le signe de la lutte puisqu'une grève générale a été décidée pour le même jour à l'appel de toute l'opposition.

Lire en page 12

### Renouvellement du mandat de la F.A.D. au Liban

Les pays arabes participant à la Force Arabe de Dissuasion (composée pour l'essentiel de troupes syriennes) se réunissent actuellement au Liban. Ils renouvelleront probablement le mandat de la FAD qui expirait le 26 octobre prochain.

Lire en page 12

### PCF : la contestation publique reprend

Lire en page 3



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## Des garanties contre la restauration du capitalisme

Camarades, Le projet de programme proposé par le Comité central s'inspire très largement du texte adopté par le précédent Congrès, et tente d'en alléger la lecture par une expression plus simple et plus concentrée. Il apparaît cependant à la lecture de la partie consacrée à l'instauration de la dictature du prolétariat que la concentration a provoqué quelques omissions importantes.

Ainsi lisait-on dans l'ancien programme :

«Le prolétariat quand il prend le pouvoir, tout en développant considérablement les droits des travailleurs, ne peut détruire d'un seul coup l'ancien droit bourgeois et tout le cortège des habitudes, modes de pensée hérités de la période passée : les différences dans la répartition des fruits du travail, les différences entre ouvriers et paysans, entre ville et campagne, entre travail intellectuel et travail manuel ne sont pas abolies du jour au lendemain et constituent un terrain privilégié pour le développement des idées réactionnaires.

C'est sur ces fondements que se développent les tentatives de restauration du capitalisme. Pour prévenir toute

tentative de ce genre, le prolétariat doit mener consciemment avec son Parti communiste la lutte de classe.

Il construit le socialisme sous la direction de son Parti communiste et mène activement la lutte entre voie socialiste et voie capitaliste qui se développe dans la société, et se reflète jusque dans le Parti. Il prend une part active dans la lutte contre les éléments bourgeois qui, à des postes de direction, y compris à l'intérieur du Parti, freinent la transformation socialiste de la société, défendent les habitudes et les modes de pensée hérités de l'ancienne société.»

Il s'agissait là pour le Parti de tenir compte de l'expérience historique du socialisme et d'indiquer certains des risques de restauration du capitalisme auxquels le peuple chinois s'est trouvé confronté.

L'actuel projet de programme traite ainsi de cette question :

«Le système politique du socialisme différera radicalement de tous les systèmes politiques qu'a connus notre société depuis la Commune de Paris. Ce sera un pouvoir où les fonctions d'Etat seront remplies par tous les travailleurs. Ce sera un pou-

voir où toutes les décisions fondamentales résulteront d'un débat préalable dans les structures de base de la société socialiste, communautaires-regroupant les travailleurs d'une entreprise, d'un quartier, d'un village...»

Sous le socialisme, le Parti communiste de type nouveau constitue un instrument aux mains de la classe ouvrière pour lui permettre d'exercer son rôle dirigeant. Dans la bataille sans merci qui se poursuit bien après la révolution, entre le prolétariat qui cherche à consolider son pouvoir, étendre les conquêtes du socialisme, et la bourgeoisie qui cherche à restaurer le sien, gagner à elle des éléments hésitants, influencer des couches au sein même du peuple, la classe ouvrière a besoin que les plus fermes, les plus conscients de ses rangs se regroupent dans un même parti, s'appuyant sur la théorie révolutionnaire et l'expérience des peuples du monde et éclairent sa marche vers le communisme.»

Deux remarques ont été faites à ce propos par notre cellule :

1° — Dans l'intervalle des deux congrès, le Parti a

publié le «Manifeste pour le socialisme». Pour la première fois, nous indiquons la réflexion du Parti sur la société pour laquelle nous luttons. Il était nécessaire que cette réflexion figure dans le projet de programme. C'est en grande partie le cas, sous la forme ramassée caractéristique de ce type de texte : prise des décisions par les masses, prise en charge des fonctions d'Etat par tous les travailleurs, importance des moyens d'expression, de la disponibilité pour le débat, respect du point de vue minoritaire une fois les décisions prises (cité plus loin). Une telle attitude du prolétariat constitue une garantie contre les risques de dégénérescence de son projet. Est-elle suffisante ? En envisageant un appareil d'Etat très restreint, une prise en charge de son rôle d'exécutif par les masses elles-mêmes, le Manifeste indiquait qu'à la différence des expériences russe et chinoise, la fusion ou l'interpénétration très poussée du Parti et de l'appareil d'Etat pourrait être évitée. Ce point ne mérite-t-il pas d'être explicité ? La phrase : «Le Parti de type nouveau constitue un instrument aux mains de la classe ouvrière...» en serait grandement précisée.

2° — A moyen et à long terme, les tentatives de restauration du capitalisme se feront par l'intérieur, par la formation d'une nouvelle bourgeoisie. La seule garantie véritable réside en la capacité de la classe ouvrière de mener consciemment la lutte entre les deux voies. Elle ne partira pas de zéro à ce sujet. Tout d'abord parce qu'elle se sera nécessairement affrontée au révisionnisme organisé et aura mis à jour son projet capitaliste d'Etat. Mais aussi parce qu'elle dispose de l'expérience historique : les tentatives de restauration se feront sur la base des

restes (au sens large) de l'ancienne société. Et le parti sera l'objet d'une lutte de classes très aiguë dont l'issue peut changer la société. L'ancien programme, dans les paragraphes cités plus haut, tentait d'exprimer cette expérience.

Il nous a semblé indispensable que le nouveau programme, dans sa seule partie abordant le rôle du Parti sous le socialisme, le fasse, sans reprendre à la lettre l'ancien texte, mais en utilisant les nouveaux acquis de notre réflexion.

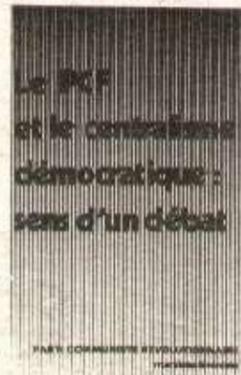
E.B. Cellule Malakoff

# manifeste

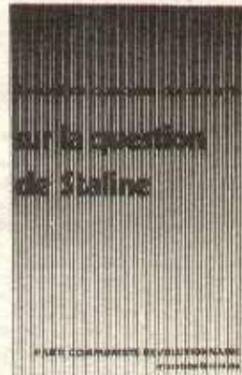
## pour le socialisme

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
Marxiste Léniniste

Prix : 10 F (+ 2 F de port)



Prix : 5 F (+ port : 2,10 F)



Prix : 10 F (+ port : 2,90 F)

Les deux brochures : 20,80 F (port compris)

Patrick - Pau

## Les aspirations régionales et le socialisme

Camarades,

A la lecture du paragraphe consacré au socialisme dans le projet de programme, la question des instances intermédiaires du pouvoir socialiste se trouve posée, de pair avec la question concernant les revendications régionales.

Si nous parvenons à dresser le schéma du pouvoir à la base : commutés de base sur un quartier, une entreprise... il semble que notre prise en compte des aspirations à concentrer ce pouvoir à l'échelon régional fasse défaut. Ces aspirations, avivées par la crise politique de l'impérialisme français, recouvrent pourtant une réalité importante. En effet, dans ses

tentatives effrénées de redéployer, notre impérialisme est amené à sacrifier plus que jamais des régions entières face à la concurrence internationale. Dans ses entreprises de restructuration de l'économie capitaliste chancelante, il n'hésite pas à livrer au dépeuplement, au chômage massif, des régions entières où, de plus en plus, le thème de «Vivre et travailler au pays» sert de ferment à l'unité populaire dans de nombreux exemples de luttes.

Ce qui est en cause très directement à travers cette revendication, c'est l'organisation d'une société nouvelle, débarrassée de la division du travail imposée

par l'aménagement capitaliste du territoire national largement tourné vers la concurrence impérialiste.

Nous affirmons notre volonté politique de rompre cette logique avec l'instauration du socialisme dans notre pays. Cela suppose aussi que nous envisagions la forme de socialisation des moyens de production à cet échelon ainsi que les moyens pour réaliser au niveau régional une relative autosuffisance économique, sans pour autant contredire les exigences d'une planification socialiste centralisée, tournée vers la satisfaction des besoins des masses à l'échelle du pays tout entier.

Comment donc combi-

ner à ce niveau l'exercice de la démocratie la plus large (économique et politique) pour le peuple, avec l'exigence d'une direction centralisée ?

La question étant posée, il ne s'agit pas de décider à la place des masses, qui édifieront le moment venu elles-mêmes le socialisme, sous la conduite de leur parti communiste. Tout au plus s'agit-il de traduire aujourd'hui dans notre programme les aspirations des masses à vivre et travailler au pays, qui ne trouveront leur réalisation complète que par l'instauration du socialisme à l'échelle du pays tout entier.

Les oppositionnels du PCF, plutôt discrets ces derniers temps, recommencent à s'exprimer dans la presse extérieure à leur parti. L'interview d'Elleinstein dans *L'Unité*, sur le thème de l'alliance entre PS et PCF, donne lieu dans *L'Humanité* de samedi, à une réponse vigoureuse.

Parallèlement, Molina et Vargas, auteurs du livre «Dialogue à l'intérieur du PCF», proches des thèses d'Althusser, donnent une tribune libre dans *Le Monde* où ils relancent le débat au sein de leur parti, notamment en faisant référence aux résultats des dernières élections partielles. Au passage, ils critiquent les thèses d'Elleinstein.

Elleinstein déclare notamment : «L'alliance historique entre le PC et le PS (...) implique que le PCF développe une critique plus incisive, plus profonde du stalinisme et de ses conséquences par rapport à l'URSS et par rapport à son propre comportement. Et cela implique que le parti socialiste ait également une critique profonde à la fois de son propre passé et de son comportement, ainsi que de celui des partis socialistes au pouvoir. (...) Les règles du centralisme démocratique ne sont absolument pas des règles de fonctionnement statutaires. Ce sont des règles non écrites, qui ont été

imposées peu à peu dans la vie des partis communistes et qui ne sont rien d'autre que des règles de fonctionnement stalinien-nes.»

L'*Humanité* de samedi a vivement réagi à ces propos : «C'est faire bon marché de la vérité que d'accuser les communistes français d'avoir bloqué le débat sur les perspectives quand on s'exprime dans l'hebdomadaire d'un parti qui a déserté la table de négociation en septembre 1977 (...). Pour lui (Elleinstein, NDLR) le PS s'est engagé sur «une route nouvelle», bien qu'un dirigeant socialiste, Jean-Pierre Chevènement, ait ré-

comment constaté que, depuis le congrès d'Épinay, le PS s'était transformé en «parti attrapé-tout» dans une «perspective social-démocrate». Pour *L'Humanité*, cette «nouvelle route» du PS, c'est : «La route d'une galère qui file à l'anglaise - ou à l'allemande - le cap sur la social-démocratie. Suivre Jean Elleinstein, c'est s'éloigner toutes voiles dehors des rives françaises d'une véritable transformation révolutionnaire s'appuyant sur la classe ouvrière.»

On peut s'interroger sur les raisons de la vigueur de la réplique de *L'Humanité*. S'agit-il de refaire l'unité du parti en prenant une cible facile ? Elleinstein qui écrit dans *Le Matin* et

L'*Unité* ! Ou bien le courant personnalisé par Elleinstein aurait-il pris suffisamment de poids pour inquiéter la direction ? Parallèlement, Molina et Vargas, deux oppositionnels qui sont plus proches des thèses althusseriennes, prennent la plume dans *Le Monde*. Pour eux, il s'agit de relancer le débat pour préparer le 23ème Congrès que la direction, pour sa part, a déjà commencé à préparer.

«Pour la direction, écrivent-ils, a déjà commencé un vingt-troisième congrès rampant : des livres qu'il faut absolument lire avant», des entretiens «vers le 23ème congrès» l'attestent. Il est temps que tout le parti s'y mette tout de suite et que toutes les questions soient débat-

tues sans attendre qu'un document codifie les pensées et pétrifie les langues.» Ils critiquent notamment l'appréciation des résultats des élections partielles, relèvent la crise du militantisme et le flou des propositions de la direction dans la période. «Ceux qui affirment que les communistes baignent dans l'eutosatisfaction en sont, cette fois, pour leurs frais. Le dernier comité central vient de juger préoccupants les résultats des dernières élections partielles (...). A la base, les militants ne font pas mystère de leur inquiétude, ils mesurent la désaffection des adhérents et s'interrogent sur l'incrédule tenace des travailleurs devant les explications que le parti leur répète depuis un an sans grand

succès (...) En affirmant : il n'est pas vrai que nous n'ayons pas de stratégie ni de perspectives, le comité central révèle le malaise non négligeable des communistes devant l'abstraction, la généralité impalpable de mots d'ordre comme l'union à la base, le pas-à-pas, acquérir des positions.»

Signalons enfin que Guy Konopnicki, qui joue un rôle important dans l'UEC et qui vient de démissionner du PCF, va publier un livre qui s'intitulera : «2 020 ou les cent ans du PCF». Il y évoque notamment, sur un ton sarcastique, René Piquet, âgé de 88 ans, se félicitant du succès que représentent les 19,8 % de voix obtenus par le PCF en 2 020.

## Parti socialiste

# GARDEZ-VOUS A DROITE, GARDEZ-VOUS A GAUCHE

● Au lendemain de la réunion du Secrétariat du PS au cours de laquelle un accord s'était finalement réalisé entre les différents courants du PS, les prises de positions des différents porte-parole se poursuivent. Celles-ci ne portent pas tant sur l'objet de la réunion de mercredi, le projet de règlement intérieur, que sur ce que celui-ci sous-entend : quelle doit être la ligne du PS dans les prochaines années, qui doit être le principal porte-parole ?

Il est difficile de définir avec un peu de précision les contours des différentes positions en présence, chacun des courants s'entourant de mille précau-

tions, rappelant simultanément avec automatisme, son attachement à l'union de la gauche et sa volonté de ne pas reconduire un accord du type Programme commun, sa volonté d'être réaliste quant à la situation économique et, dans le même temps, de satisfaire les revendications en concertation avec les organisations syndicales. Pas une prise de position qui ne ménage la chèvre et le chou si bien que, sans doute pour partie à tort, les contradictions du PS apparaissent uniquement comme des questions de personnes.

Rocard lui-même, jeudi dans le meeting «unitai-

re» de Joinville-le-Pont, n'a-t-il pas été jusqu'à se refuser à répéter que la réduction de temps de travail à 35 heures ne serait pas indemnisée. C'est si vrai que l'on peut dire que la direction du CERES est la seule direction de courant à avoir des positions bien tranchées : à la manière de *L'Humanité*, au point que celle-ci cite, à l'appui de ses thèses, de larges extraits des éditoriaux de *Repères*, la revue du courant de Chevènement. Dans cette volonté de ne pas trop se marquer du côté de la «social-démocratie» ou de l'alliance avec le PCF, Mauroy excellait dimanche soir au Club de la Presse.

Quand le PS aura 30 %, il y aura des évolutions. Qu'on se le dise à gauche et ailleurs

Au Club de la Presse d'Europe 1, Mauroy, qui n'y a nullement été contraint par la plupart des journalistes présents, s'est bien gardé de revenir sur la question du règlement intérieur pour la définition duquel il a pourtant joué un rôle non négligeable. Toutefois, il n'a pu faire autrement qu'évoquer la question de la présence ou non de deux lignes à la direction du PS.

«Je pense qu'il n'y a qu'une ligne possible, a-t-il déclaré. Il peut y avoir dans le style, dans le langage, au niveau économique des différences à la direction du PS, mais je ne pense pas qu'elles cachent deux conceptions.» Sommé malgré tout de se situer entre Rocard et Mitterrand, le maire de Lille devait rappeler son attachement à Mitterrand depuis Épinay, mais aussi sa solidarité avec Rocard «dont la seule ambition est l'ambition collective du PS».

A propos des réductions d'horaires à 35 heures, le député du Nord devait aussi répéter ce que Rocard avait déclaré quelques jours plus tôt : c'est affaire de négociation avec les syndicats.

La partie la plus intéressante de sa prestation devait traiter de l'avenir du PS. Pour lui, il ne fait pas de doute que tant que le PS ne dépassera pas assez nettement son score de mars, la situation ne sera pas débloquée. «En France, à moins de 16 %, on ne compte pas ; à 20 % on commence à compter, à 30 % on devient un parti dominant.» Pas d'ambiguïté. Pour lui, la principale question est de réduire

l'influence du PCF car, dit-il : «Il me viendra toujours à l'esprit qu'un programme commun qui soit le même de la première à la dernière ligne comporte l'inconvénient que les deux partenaires peuvent en donner deux interprétations différentes.»

Toutefois, Mauroy se refuse à envisager une solution politique qui écarte complètement le parti de Marchais.

## Les «trois questions simples» de Jospin

Dans la dernière livraison de *L'Unité*, Lionel Jospin, qui prend décidément chaque semaine sa plume dans un hebdomadaire ou dans un autre, pose trois questions «qui se posent, je crois, à la plupart des membres du parti» :

- 1 - Le socialisme français est-il en crise ?
- 2 - Y a-t-il au parti de graves divergences politiques ?
- 3 - Subissons-nous l'ambition de personnes ?

Pour répondre à la première question, Jospin écrit : «Mais l'attitude du PCF - avant mars et maintenant - ne rend-elle pas caduque notre stratégie ? (...) Si le parti socialiste refuse l'alliance à droite - et qui la veut chez nous ? - il restera nécessairement dans l'Union et dans le «pays de la gauche». Faudra-t-il vivre autrement ? (...) Nous en déciderons en fonction des circonstances.»

Lionel Jospin répond à la seconde question en lançant quelques piques systématiques à Rocard et à Sarre du CERES. Il ne nie pas qu'il y ait des problèmes nouveaux qui exigent un langage en rapport, mais insiste sur le fait qu'en ce qui concerne l'exploitation de l'homme par l'homme, «il est plus prudent de conserver le vieux langage» et que de toute manière le débat doit se mener dans le PS pas à l'extérieur. Enfin, à la troisième question : ambition de personnes ou pas, il affirme pour sa part qu'il croit, lui, qu'il y en a. Il regrette que ces questions soient tranchées à la place du PS, de l'extérieur, au moment qu'il n'a pas choisi.

### «PAS VRAIMENT CONCURRENTIEL»

Dans une interview donnée cette semaine à l'hebdomadaire *L'Express*, Mitterrand déclare : «Il n'y a jamais eu de dissensions sur les choix essentiels et sur la ligne générale entre Michel Rocard et moi-même». Mitterrand nie par ailleurs que la direction du PS soit l'objet «d'une situation vraiment concurrentielle».

### «NE VOUS DISSIPEZ PAS»

A Bourg-en-Bresse, Mitterrand illustre l'orientation actuelle de la direction socialiste en déclarant : «Ne dissipez pas vos forces en luttes fratricides ; rien d'autre ne m'intéresse que de rassembler les socialistes, quelles que soient leurs divergences.»



Le PS entre «l'Union pour que ça change» et «le bon choix pour la France».

## POLITIQUE

« Sans doute pour combler un certain retard sur le PS dans le domaine des radios libres et pour effacer son image anti-démocratique si coûteuse lors des dernières législatives, tout particulièrement en Seine Saint-Denis, une municipalité PCF du département, Montreuil, annonçait en juin dernier son intention de susciter une radio locale «réellement indépendante de la municipalité». Cette radio devrait émettre depuis plus de deux semaines, mais n'émet toujours aucun son ; le matériel d'émission n'est même pas commandé. Les trois «professionnels de l'audio-visuel» chargés par la mairie de préparer les émissions et de les animer commentent eux aussi à trouver le temps long.

Dans le *Quotidien du Peuple* de vendredi 13, nous avons expliqué le projet de Radio Montreuil et dans le numéro du samedi 14, nous avons publié une interview d'un animateur de Radio 93 décrivant les rapports de Radio 93 avec le PCF et les différentes municipalités qu'il contrôle, rapports que résume très bien ce court extrait de l'interview : « Nous n'avons jamais eu beaucoup de rapports avec la municipalité de Saint-Denis. Surtout au début, quand on n'était pas très connu, ils essayaient d'étouffer notre existence ; ensuite, ils ont essayé de nous récupérer. »

A cette heure, Radio Montreuil devrait déjà émettre depuis plus de deux semaines. Mais à plusieurs reprises, la municipalité, sous divers prétextes, a repoussé la date de la première émission.

### « ASSEZ DE RADIOTAGES... »

Ainsi, le texte qui sert actuellement d'orientation au projet présenté par les 3 animateurs, a été accepté fin juin « à l'unanimité » par le conseil municipal. Mais dès le 5 septembre, un conseil municipal comportant la question de la Radio à son ordre du jour se concluait par un communiqué indiquant qu'il n'était pas question d'émettre dans l'illégalité. Les animateurs pourtant à ce moment-là restent persuadés qu'ils pourront émettre pour le 30 septembre. Rapidement, la mairie leur fait savoir qu'il n'en est rien, qu'il faut remettre ça début octobre, un conseil doit statuer sur la question le 6. Quelques jours plus tard, la mairie annonce qu'elle donnera sa réponse le 21... Les « trois profes-

sionnels de l'audio visuel » travaillant sur le projet depuis début juin, commentent à trouver le temps long... Tellement long, que leur mission d'étude arrivant à échéance il y a trois jours, ils se demandent s'ils vont accéder à la demande de la mairie qui voudrait bien la prolonger. « Qu'allons-nous faire pendant ce temps ?, interroge l'une des animatrices, il n'y a plus rien à préparer maintenant, il faut commencer à émettre. Nous avons proposé de former trois groupes d'enquêtes dans les quartiers afin de montrer concrètement à la population ce que ferait la radio... elle émettait. Mais nous ne sommes pas sûrs d'avoir les crédits pour payer les techniciens dont nous avons besoin pour faire ce travail. Nous ne sommes même pas sûrs que nous serons payés pour le travail que nous effectuons en octobre. »

Le scepticisme et la colère qui se sont emparés des trois animateurs transparaissent sans ambiguïté au travers d'un graffiti figurant sur un tableau de leur local : « As-

## Radio Montreuil, une radio indépendante de la municipalité ?

# ASSEZ DE RADIOTAGES...

sez de radiotage, de la radio», peut-on y lire.

Les animateurs portent avec raison, peu de crédit à la menace agitée par la municipalité pour justifier sa vaine hésitation. Comment croire en effet que la préfecture oserait dissoudre le conseil municipal d'une ville de l'importance de Montreuil (plus de 100 000 habitants) alors que l'Etat n'a pas osé le faire pour Villiers Le Bâcle, Othis, etc., autant de conseils municipaux ayant entrepris de mettre des radios municipales sur pied.

### RADIO MONTREUIL / OU RADIO COLONEL FABIEN ?

Ces atermoiements amènent plus d'un montreuillois à s'interroger sur le degré d'indépendance de Radio Montreuil par rapport à la municipalité. Certes, on peut sourire des affiches recouvrant les murs de la ville proclamant : « Radio Montreuil, une radio indépendante de la municipalité ». Ce qui se passe aujourd'hui est encore plus significatif puisque c'est l'existence même de Radio-Montreuil qui est en cause.

Force est pourtant de constater que cette radio répond à un besoin si l'on en juge par les très nombreux montreuillois qui lui ont manifesté leur intérêt. Seulement, et cela pourrait bien être une des raisons essentielles qui poussent la mairie à différer sa déci-

sion, on dit, dans les milieux pas forcément hostiles à la municipalité, que le maire aurait trouvé que, parmi les montreuillois qui se sont manifestés, la proportion de ceux d'entre eux qui sont cartés au PCF ne serait pas suffisante...

D'où un risque manifeste de donner trop de poids «aux autres», ceux qui sont «influencés par l'idéologie bourgeoise» puisqu'ils ne font pas confiance à Marchais...

La place du Colonel Fabien s'appuierait sur cet aspect des choses, notamment pour freiner la réalisation du projet. De plus, second argument du CC du PCF, la participation des services publics (TDF, Radio-France et FR 3)

n'ayant pas été obtenue dans le conseil d'administration de Radio Montreuil, se passer d'eux reviendrait «à violer» le monopole. On sait que le parti de Marchais est très attaché à celui-ci. Si un jour, il participe au pouvoir, il ne tient pas, en effet, à ce que les ondes soient trop «libérées».

### UNE INDÉPENDANCE IRRÉMÉDIABLEMENT COMPROMISE

Il est difficile de préjuger de la décision que prendra finalement la mairie qui devra tenir compte des répercussions que pourra avoir pour elle cette affaire. Un montreuillois de longue date, ancien du PCF, affirme, qu'à son avis, il ne sera pas facile pour la muni-

cipalité de sortir de cette situation sans dommage, et cela quelle que soit finalement la décision envisagée. « S'ils donnent le feu vert, ceux qui sont contre le feront savoir et inversement ». En effet, la situation de la municipalité est d'autant plus délicate qu'il est maintenant quasiment certain qu'une ou plusieurs nouvelles radios libres émettront prochainement à Montreuil.

Quoi qu'il arrive maintenant, la volonté de la municipalité de donner une réelle indépendance à Radio Montreuil n'est plus crédible et ce, quelle que soit la volonté de ses trois animateurs.

François MARCHADIER



Indépendante des partis... sauf du PCF.

## ● Barre «remonte»...

Selon le sondage mensuel IFOP - *France Soir*, la cote de Barre et de Giscard serait un peu moins mauvaise. Selon Sainderichain, du journal commanditaire, cette remontée des deux hommes s'expliquerait par les améliorations qui ont été apportées la semaine dernière au sort réservé par la fiscalité aux cadres supérieurs et professions libérales.

Cela confirme parfaitement que chez les travailleurs les deux têtes du gouvernement ont toujours aussi mauvaise presse.

## ● Dans le Sud-Ouest rien de nouveau

Le dictionnaire des personnalités politiques va s'enrichir d'un nouveau nom, celui de M. Tony Roche, préfet de la région Midi-Pyrénées. Celui-ci vient d'être nommé «M. Sud-Ouest» par le Président de la République. Il semble bien que cela soit l'essentiel de ce qui est sorti de la réunion des «responsables du Sud-Ouest» réunis vendredi par Giscard à l'Élysée. Par ailleurs, Giscard a aussi confirmé le lancement d'un plan décennal pour le Sud-Ouest, plan déjà annoncé dans la lettre adressée à Barre, la semaine dernière. Il s'agit pour Giscard de désamorcer la colère montante de certains travailleurs de cette région, en particulier dans l'agriculture qui s'inquiètent des conséquences que pourrait avoir pour eux l'élargissement de la CEE à l'Espagne, la Grèce et le Portugal. Cinq secrétaires d'État, trois ministres, le Premier ministre et trois préfets de régions avaient été convoqués pour recevoir les divers responsables des trois régions concernées. On remarquait à cette occasion Chaban Delmas mais aussi Guidoni, entre autres socialistes. Giscard dans son discours devait définir les trois priorités de ce plan : «développement des potentialités locales, emploi et création, croissance des entreprises». Des propos qui comme les précédents du genre n'engagent à rien ou presque.

## Élection pontificale

# MANOEUVRES ET TRACTATIONS

● Ce dimanche s'est ouvert le conclave qui doit désigner le nouveau pape. Le premier vote n'a donné aucun résultat. Jusqu'à la dernière minute, les luttes d'influence entre les différents courants, ont continué à se poursuivre. La presse italienne n'a pas manqué de leur faire une large publicité.

On se souvient que l'élection de Jean-Paul 1<sup>er</sup> avait été le résultat d'un compromis, qu'il semble difficile de reconduire cette fois. Le pape doit apparaître ni trop conservateur, ni trop novateur, pour satisfaire les courants divers qui parcourent l'église. Le pape est élu vieux, s'il est trop jeune il risquerait d'exercer son autorité trop longtemps et de s'adapter difficilement aux évolutions de l'église, par ailleurs, les cardinaux ne veulent pas

risquer de renouveler la brève expérience du règne de Jean-Paul 1<sup>er</sup>, en éliminant un pape dont la «santé n'est pas certaine».

Des noms de «papabili» ont recommencé à circuler. Parmi eux, le cardinal Benelli, 57 ans, archevêque de Florence, qui a joué un rôle déterminant en faveur de l'élection de Jean-Paul 1<sup>er</sup>. Son — relativement — jeune âge constitue toutefois un handicap, encore que ce facteur doit peser de manière moindre, en égard à ce qui est arrivé au pape précédent. Le cardinal Benelli est un homme fort introduit dans les milieux de la Curie (administration centrale de l'église), mais les inimitiés qu'il s'y est acquises réduisent ses chances personnelles ; nul ne doute cependant que son avis sera déterminant dans la désignation du

nouveau pape. On murmure qu'il soutiendrait, après avoir soutenu de manière déterminante l'élection de Jean-Paul 1<sup>er</sup> cette fois celle du cardinal Pappalardo, 60 ans, archevêque de Palerme.

Juste avant l'ouverture du conclave, on a assisté à une manœuvre spectaculaire, dont les mobiles ne sont pas forcément très clairs. Depuis quelques jours, on parlait fort, dans la presse italienne, du cardinal Siri, archevêque de Gênes, qui serait — pour autant qu'on puisse le savoir — favori de la Curie. Celui-ci a des positions extrêmement traditionnalistes ; il s'est, en particulier, opposé aux innovations apportées par le concile. Il avait accordé une interview au journal italien *la Gazeta del Popolo*. En principe, cette interview ne devait être publiée

qu'après l'ouverture du conclave, lorsque les cardinaux sont coupés de toute source d'information.

Finalement, le journal l'a publiée à la veille du conclave : tous les cardinaux ont donc pu prendre connaissance des propos ultra-conservateurs que tenait le cardinal. Du coup, celui-ci par la publicité donnée à ses positions extrémistes, voit fortement réduites ses chances d'être élu.

Reste à savoir quel est exactement le but de la manœuvre. Vient-elle de ses adversaires au sein de la Curie, qui auraient fait pression sur le journal ? Ou plus subtilement, s'agit-il, pour quelqu'un qui ne pense pas être élu, de rappeler au pape qui le sera qu'il devra tenir compte du poids des conservateurs ?

F.N.

● Après le dégagement de quelques kilos d'acroléine par l'usine PCUK de Pierre Bénite, 11 personnes furent hospitalisées, 41 cas d'intoxication révélés, les usines et écoles du quartier de la Saulaie évacuées, les habitants sérieusement incommodés.

Le préfet a annoncé, pour calmer les esprits, qu'il interdirait le redémarrage de la fabrication. En réalité, la production n'a jamais été arrêtée, et l'arrêté préfectoral stipule juste qu'«au prochain arrêt, toutes les vérifications les plus strictes seront faites avant de redémarrer».

## Rentabilité contre sécurité

Alors que le nuage d'acroléine intoxiquait les habitants d'Oullins depuis plusieurs minutes, il a fallu que ceux-ci appellent l'usine pour signaler la fuite ! A aucun moment les travailleurs de PCUK n'ont été alertés. Si le vent n'avait pas poussé le nuage hors de l'usine provoquant l'évanouissement et des vomissements, le risque était grave : personne n'est prévu pour donner l'alerte en cas d'accident, il n'y a pas de système de détection dans l'environnement (ni dans l'atmosphère), ni de contrôle de toxicité des eaux usées, rejetées dans le Rhône) et aucun plan d'évacuation n'existe !

Si, sous la pression syndicale et populaire, des modifications ponctuelles sont apportées en fonction des accidents, rien n'est envisagé pour la sécurité globale dans l'usine !

Aujourd'hui, ce sont près de 100 tonnes par jour d'acroléine qui sont fabriquées, alors qu'en 1976, la production était de

d'acroléine non réfrigérée, transite sur les rails entre Oullins et Condrien, ou alors ce sont des camions lourdement chargés qui prennent la route et une petite collision peut provoquer une catastrophe. 250 tonnes d'acroléine sont stockées sur le site de Pierre Bénite, 500 tonnes à Condrien, provoquant en cas de fuite l'explosion, la destruction d'une grande partie de l'agglomération lyonnaise !

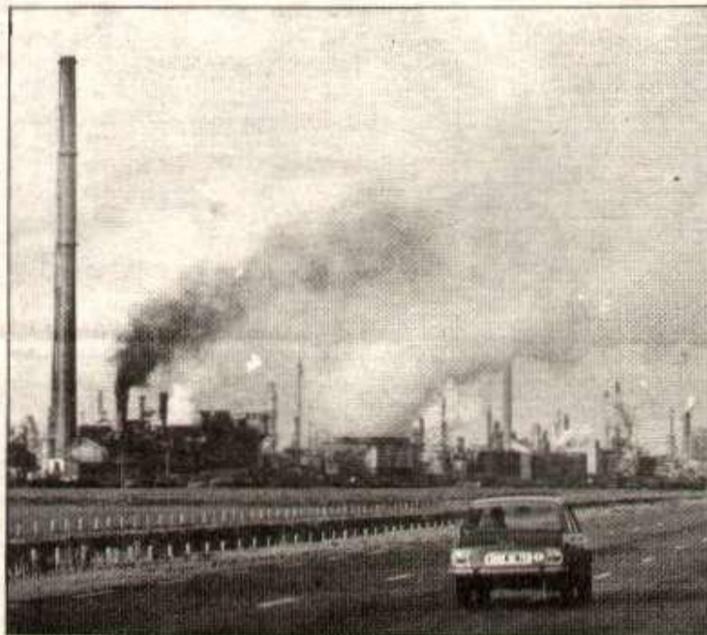
La matière première pour fabriquer l'acroléine est le propylène et c'est l'explosion d'une cuve de propylène qui fut la cause de la catastrophe de Feyzin en 1966, avec 18 morts et des centaines de blessés, ce produit est stocké à 40 mètres des cuves d'acroléine.

De plus, l'acroléine est classée au même titre que le fuel, alors que ses effets de toxicité et d'atteinte des voies respiratoires et digestives sont beaucoup plus dangereux.

Préférant dépenser des mil-

# NI POLLUTION, NI CHOMAGE : UNITÉ POPULAIRE CONTRE PCUK

De nos correspondants à Lyon



Au sud de Lyon, tout un ensemble d'usines chimiques : il y a déjà eu nombre d'accidents, d'autres menacent.

emplois ont disparu en 18 mois, personne ne veut évidemment que la liste s'allonge, sous prétexte de sécurité. Outre l'exigence légitime que la production d'acroléine ne reprenne pas dans les conditions actuelles, il est nécessaire d'imposer l'embauche des travailleurs. L'amélioration des conditions de travail, les 35 heures, des investissements créateurs d'emplois et cela à relier à la mobilisation d'en-

semble contre le chômage.

- Ni pollution,
- ni chômage.

C'est sur cette base que l'unité populaire doit se construire contre PCUK.

## Contre PCUK, unité populaire

Dès jeudi, la riposte s'organi-

sait, des syndicalistes de PCUK, rencontraient les ouvriers des usines touchées, les pétitions circulaient ; dans le quartier de la SAHLAIE une réunion convoquée par le Comité de quartier réunissait près de 120 personnes vendredi soir, qui ont exigé un contrôle médical pour tous les enfants, le paiement des frais médicaux par PCUK et surtout l'arrêt de la production d'acroléine dans les conditions actuelles. Sur fond de rivalité PS-PCF, la municipalité tente de chapeauter les actions, laissant les travailleurs et les habitants hors des discussions et des initiatives.

Pourtant, des syndicalistes et des gens du quartier ont parlé de la nécessité de former rapidement un comité de lutte contre PCUK. Si sa création a été escomotée, elle est néanmoins à l'ordre du jour : avec les travailleurs de PCUK, les gens du quartier et leurs organisations, unir tout ce qui peut être uni contre PCUK l'empoisonneur, faire un large travail de popularisation, et surtout mener la lutte pour faire reculer le trust et l'obliger à prendre des mesures pour supprimer les pollutions, sans remettre en cause l'emploi des travailleurs.

Dès ce soir à 17 h, place Kellerman à Oullins, une manifestation démontrera la colère des habitants : «Nous ne laisserons pas PCUK jouer avec nos vies.»

## Des témoins racontent...

**Une habitante du quartier :** C'est bien la première fois qu'il arrive une chose pareille ! Notre voisine a été bien touchée, elle est rentrée de l'hôpital, mais elle a été malade encore toute cette nuit. Nous aussi, on avait des yeux comme ça, et point de jambes ! C'est horrible ! On ne savait pas où aller. Fermer l'usine ? Avec tous les chômeurs qu'on a déjà dans le quartier, non ! On devrait bien pouvoir prendre des mesures de sécurité sans fermer l'usine !

**Mme C...** : Ça s'est passé pendant la récréation, on a eu des picotements des yeux et de la gorge, on a vite fait rentrer les enfants à l'intérieur, mais au bout de 10 minutes, l'odeur a pénétré. Elle est restée une demi-heure puis le vent l'a emportée plus loin.

Si le nuage était resté une heure de plus, c'était la catastrophe, la mort par hémorragie pulmonaire... sans souffrance, paraît-il, c'est rassurant !

Nous, on ne savait pas quoi faire, les renvoyer chez eux, pas question ! Dans la rue, c'était pareil, et ils auraient pu trouver porte close, ou des parents intoxiqués. On leur a dit : «Ce n'est pas grave». J'ai une bombe contre les mauvaises odeurs, je m'en suis servie, on a fait brûler de l'encens, mais c'était uniquement pour les rassurer !

**Mme L...**, autre institutrice : Les enfants ne se sont pas affolés, mais on a eu beaucoup de vomissements ; hier vendredi, il y en a eu 17 et aujourd'hui encore, ce n'est pas terminé.

Les gens n'aimeraient pas qu'à cause d'une histoire comme ça, on ferme l'usine, mais ils ont eu très peur : si les conditions de sécurité ne sont pas prises immédiatement, on se demande s'il ne vaudrait pas mieux... Hier soir, à la réunion, les opinions étaient bien partagées.

**Mme C...** : Pour moi, on devrait supprimer cette fabrication : on n'a pas besoin de cette métonine ! En Amérique, ils refusent de fabriquer l'acroléine, mais nous on la fabrique en pleine agglomération !

17.500 tonnes par an, elle est passée en 1978 à 28.000 tonnes par an.

Dans le même temps, non seulement l'effectif n'a pas augmenté, aucun emploi n'est prévu, mais ni les licenciements ni les pré-retraites n'ont été compensés.

A la CFDT on chiffre à 150 le nombre des travailleurs qu'il faudrait en plus pour travailler en parfaite sécurité.

De plus, la direction de PCUK a investi près de 5 millions dans l'unité d'acroléine pour augmenter la capacité de production car à Péage Roussillon, elle vient d'installer une nouvelle unité de production de Métranine absorbant 45 % de la production de Pierre Bénite, elle s'ajoute à celle de Commentry dans l'Allier.

Outre les nombreux risques en cours de fabrication, ce sont aussi les transports et le stockage qui sont dangereux, parfois des wagons de 20 tonnes

lions pour soigner son image de marque, P.C.U.K. le pollueur, bafoue quotidiennement la sécurité. Ce sont les démarrages de production à toute puissance, sans que les conditions soient réunies et à toute heure de la journée et en contradiction avec les arrêtés préfectoraux, ce sont les délégués C.H.S. empêchés de mener l'enquête, c'est une étude sur la sécurité confiée à un bureau extérieur sans que le C.H.S. soit consulté, etc.

## Ni pollution, ni chômage

Face aux luttes des travailleurs de P.C.U.K. et des habitants, P.C.U.K. utilise le chantage au chômage. «Si vous continuez, vous allez faire fermer l'usine». Se posant en défenseur de l'emploi, alors qu'il licencie 250 travailleurs à l'usine d'Yvours. Dans ces communes où près de 1 000

## «Treize ans d'incidents, treize ans de lutte»

1965 : démarrage de la fabrication. Toujours en 1965, polymérisation pendant le transport.

La catastrophe est évitée de justesse.

1972 : explosion d'une colonne. Plusieurs travailleurs atteints d'un début d'asphyxie.

1975 : explosion de la torche. Pas de blessés heureusement.

Juillet 1976 : pollution du Rhône, on recueillera sur les rives près de 367 tonnes de poissons morts, à la suite de la vidange de 20 tonnes d'acroléine.

Décembre 1976 : polymérisation : par miracle l'explosion ne provoque que des blessés légers, et l'acroléine brûle au lieu de se répandre sur l'agglomération.

Depuis treize ans, régulièrement, petits jets d'acroléine dans l'atmosphère, au démarrage, lors de l'arrêt ou par accident...

Par le biais du C.H.S., de leur section syndicale, les travailleurs de PCUK réclament de meilleures conditions de sécurité, le transport par train uniquement et des containers spéciaux. Ils informent la presse et la population. Des associations du quartier et de parents d'élèves se joignent à eux, pour intervenir sur les marchés, tous, syndicats et associations du quartier, participent à la réalisation d'un film par le Clisact en 1977.

En Octobre 1977, au moment du procès de PCUK pour la pollution du Rhône, une projection-débat, organisée par des habitants de Pierre Bénite réunit plus de 70 personnes du quartier et des usines.

Cependant, l'adversaire est coriace : PCUK, trust de la Chimie et de la Métallurgie, ne

cède qu'à regret de meilleures conditions de sécurité, un cinquième travailleur par poste.

Beaucoup d'argent sera investi sur l'installation, mais il semble que le résultat soit plus l'augmentation de la production, que de véritables conditions de sécurité.

Le procès lui-même qui verra la condamnation du directeur de l'usine à un mois de prison avec sursis et 5 000 F d'amende plus 5 000 F de réparations des dommages pour PCUK.

## «Les vérifications les plus strictes seront faites avant de redémarrer»

Survenant après de nombreux accidents depuis 1965, celui de jeudi remet en cause la production d'acroléine dans les conditions actuelles, si les conclusions sur les causes techniques de l'accident ne sont pas encore publiées, il est évident que la responsabilité de PCUK l'empoisonneur est écrasante.

## Qu'est-ce que l'acroléine ?

L'acroléine est un liquide volatil puisqu'il bout à 52° centigrades.

A l'état gazeux, il est plus lourd que l'air, ce qui fait que le nuage retombe ; et à l'état liquide, il est plus léger que l'eau, ce qui le fait flotter.

Dérivé oxydé du propylène, c'est un produit extrêmement réactif. L'acroléine s'enflamme spontanément au dessus de 234° centigrades, et ses vapeurs sont explosives. D'autre part, l'acroléine peut réagir sur elle-même (polymérisation) à température ambiante en dégageant une chaleur violente et même en explosant.

L'acroléine dégage une odeur âcre et pénétrante, ses gaz sont extrêmement irritants et toxiques.

- 4 grammes d'acroléine suffisent pour tuer un homme.
- 0,5 PPM (partie par million) provoque l'irritation des yeux et du nez.
- 1 PPM est intolérable au bout de cinq minutes, 22 PPM intolérables immédiatement.
- 150 PPM sont mortels en 10 minutes.

Classée au 5<sup>e</sup> rang des gaz toxiques, avant le chlore et le phosgène, elle a été utilisée comme gaz de combat en 1914-18.

Très réactive, elle est rapidement dégradée par l'organisme. Cependant, ses effets à long terme sur une population comme celle du sud de Lyon, soumise continuellement à de faibles doses, n'ont pas été sérieusement étudiés jusqu'aujourd'hui.

95 % de l'acroléine fabriquée servent à la fabrication de méthonine, additif alimentaire du bétail, et notamment des poulets industriels.

C'est aussi un bon herbicide et algicide (destructeur d'algues) et un bon désinfectant des os. Il est aussi envisagé de s'en servir pour nettoyer les centrales nucléaires.

## LUTTES OUVRIERES

● Prolongeant l'action menée mercredi (voir QdP du vendredi 13), les 101 travailleurs de Soloci, auxquels s'étaient joints les 39 travailleurs de Megural, ont invité ce samedi les travailleurs de Thionville à venir avec eux, rebaptiser la place «Marie-Louise»: «Place de la bataille pour l'emploi».

Le sens de cette manifestation, ils l'indiquaient dans le tract qu'ils diffusaient à la population :

«SEULE LA LUTTE D'ENSEMBLE PERMETTRA DE CONSERVER NOS EMPLOIS».

«Chaque jour, la liste des licenciements grandit que ce soit dans la sidérurgie, dans la métallurgie, dans les mines. Partout, aujourd'hui, aucun secteur n'est épargné. Nous n'avons jamais connu une situation aussi grave. Dans toutes les entreprises, les patrons remettent en cause petit à petit les acquis des travailleurs. Il ne faut pas se laisser imposer les licenciements, le blocage des salaires, la dégradation des conditions de travail, il faut réagir vite et tous en-

semble, car tout le monde est concerné par cette situation. Mégural, Soloci, les travailleurs choisissent de lutter. Les travailleurs de Megural et de Soloci occupent leur entreprise suite à la liquidation et au licenciement de tout le personnel. Ces travailleurs sont bien décidés à ne pas se laisser licencier sans rien faire mais à agir pour défendre le droit de vivre et travailler au pays. Pour symboliser leur lutte, à Thionville, au cœur de ce qu'on appelait la métropole du fer, ils ont débaptisé la place «Marie Louise» et ont inauguré le monument de l'emploi sur cette place de la bataille pour l'emploi. Cette action a pour but d'indiquer à la population que les patrons licencient

# INAUGURATION DE «LA PLACE DE LA BATAILLE POUR L'EMPLOI»

par les travailleurs de Soloci et Mégural

et jettent au chômage des milliers de travailleurs et que les créations d'emplois sont de plus en plus rares. Alors que faire ? Pour la CFDT, seule l'action de tous peut contraindre patrons et gouvernement à négocier sur les revendications. Il faut agir partout dans les entreprises en posant nos revendications, se mobiliser, s'organiser pour mettre en échec les tentatives de remise en cause des acquis des travailleurs, construire aujourd'hui notre rapport de force autour de ceux qui luttent. L'action doit se mener partout dans la sidérurgie comme dans la métallurgie pour faire reculer les patrons et les obliger à prendre en compte nos revendications. Que ce mouvement symbolise l'action des travailleurs pour l'emploi, qu'il soit une pierre nouvelle à la bataille des travailleurs pour leurs droits».

Massés sur la place, ils étaient près de 250 ceux qui avaient répondu à l'ap-

pel des travailleurs de Soloci et de Mégural : en majorité des sidérurgistes et des métallurgistes. Et parmi eux, plusieurs dizaines de travailleurs immigrés des foyers en grève de la région Thionville (Sonacotra, AFMO, AMLI). Par leur présence, ceux-ci avaient tenu à concrétiser l'unité des travailleurs français et immigrés dans la lutte que nous impose la bourgeoisie. Ils avaient tenu à montrer que leur grève fait partie du combat d'ensemble de la classe ouvrière. Les travailleurs de Soloci avaient amené sur place un immense bateau en construction qu'ils avaient sorti de leur atelier. Il s'agissait d'un yacht commandé par un des actionnaires de la société Soloci et d'une valeur estimée à 500 000 F. Tout un symbole. Après l'apposition de deux plaques sur le monument de fer, au centre de la place, le secrétaire départemental du syndicat des métaux CFDT prit la parole :

«Avec l'implantation de Renault à Thionville, on nous promettait 1 100 créations d'emplois et voilà maintenant qu'on ne parle plus que de 300 emplois créés... Et ce n'est pas fini : nous allons assister dans les jours qui viennent à une intense campagne pour faire croire aux Lorrains qu'on s'occupe d'eux». Dès lors il annonça : «Les copains de la sidérurgie viennent de décider de partir en grève à partir du 17 octobre. Bravo pour eux !». Ce fut l'applaudissement général. Il continua ensuite : «Nous ne sommes pas seuls dans l'action. Ce sont nos camarades immigrés qui ont été les premiers licenciés dans la sidérurgie qui mènent depuis plusieurs mois une lutte dans leurs foyers et qui ont pris contact avec nous». Il lut ensuite un message de solidarité de ces derniers. Dans ce message, les résidents en lutte rappelaient leurs revendications et appelaient à la solidarité face aux me-

naces d'expulsion : 9 résidents du foyer de Metz menacés d'être expulsés à tout moment, 29 résidents du foyer de Florange qui passent en procès ce mardi. Le message se terminait par un appel à une large manifestation de riposte le samedi 28 octobre. Il fut vivement applaudi. Le responsable CFDT termina son intervention en saluant la grève victorieuse des dactylos de Sollac qui se battaient depuis plus de 15 jours pour une amélioration de leurs conditions de travail : «C'est la preuve que ce n'est qu'en agissant que l'on peut obtenir des résultats» devait-il conclure. La manifestation se poursuivait ensuite par un défilé dans les rues de Thionville. Fermant le cortège, le bateau sur le devant duquel était installé une pancarte avec ces inscriptions «Nous ne voulons pas nous embarquer sur la galère du chômage !».

Corr. Thionville



## ● Contre les menaces de fermeture : importante manifestation à Boulogne sur Mer

Vendredi dernier, une manifestation dont l'ampleur égalait celle de mai 1968, a parcouru les rues de Boulogne sur Mer, à l'appel de la CGT et de la CFDT et avec le soutien du PC et du PS. L'ampleur de la mobilisation est directement liée à la situation de l'emploi sur la zone industrielle de la Liane : taux de chômage de 10 % (double de la moyenne nationale), fermetures de plusieurs entreprises (Burton of London en 74, Molnyck en 1977), réduction à 32 heures des horaires à Baignol et Farjon ainsi qu'à la fonderie SGF, sans compter les répercussions sur le port de la crise de la pêche en mer. D'autant plus que de nouvelles menaces pèsent à Steel Corporation et aux aciéries APO où 420 emplois ont déjà été supprimés en 1977. La fermeture des APO envisagée par la direction mettrait au chômage ses 2 500 ouvriers et menacerait 10 000 emplois avec les entreprises sous-traitantes. La veille, un meeting s'était déroulé dans l'usine, engageant la mobilisation.

Selon notre correspondante, la participation ouvrière était très importante, en particulier des APO et de Baignol dont les cortèges ont montré une grande combativité. Mobilisation qui trancha avec l'apathie des dirigeants syndicaux qui s'empressèrent de laisser la parole aux élus de gauche, Ansart, Barbol et Vilquin, au milieu de l'écoeurement général.

Fait notable : une active participation lycéenne alors qu'il n'y a pas de grève dans les établissements scolaires. Les jeunes n'hésitaient pas à scander : «Barre, salaud, le peuple aura ta peau !»

Et après la dislocation, les ouvriers de Baignol et Farjon repartaient en manifestation, comme ils étaient venus.

Correspondante

## Foyer Sonacotra de Colombes

# SUCCES DE LA JOURNEE «PORTES OUVERTES»

● C'est ce samedi 14 octobre, qu'avait lieu, de 14 heures à 23 heures, la journée «portes ouvertes» au foyer Sonacotra Colbert à Colombes (Hauts de Seine). Au cours de cette journée, qui a vu la participation de plusieurs centaines de personnes, a eu lieu la projection d'un film relatant les condi-

Sur les nombreuses banderoles, on pouvait lire notamment «Non aux expulsions de France !», «Vive le Comité de Coordination !», «A bas les mesures racistes de Stoléru !», «Non au million, non à la division !», «La crise ce n'est pas nous qui la faisons !», «Français-Immigrés, une seule classe ouvrière !», «Non aux saisies arrêts sur salaire !», «Non aux expulsions !», «Non aux foyers casernes !», «Non aux marchands de sommeil !», «Abrogation des mesures Stoléru !».

Des panneaux retraçaient le déroulement de la lutte sur l'ensemble des foyers Sonacotra.

L'un deux, rappelait les exigences des résidents de Colombes : «La grève continue depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1977 à Colombes pour exiger :

- 1<sup>o</sup> La baisse des loyers de 100 F par mois ;
- 2<sup>o</sup> Avec les autres foyers en grève, car seul on ne gagne rien ;
- 3<sup>o</sup> pas de négociation foyer par foyer, négociation avec le comité de coordination ;
- 4<sup>o</sup> C'est le nouveau comité de résidents qui commande la grève ;
- Le gérant ne peut rien faire sans l'avis des résidents».

Une intervention dont

nous publions des extraits a retracé l'historique de la lutte du foyer de Colombes :

«La grève a été déclenchée en septembre 1975 à la suite de trois augmentations successives des loyers, en janvier, en mars et en septembre 1975. Un groupe de travailleurs immigrés résidant dans le foyer a pris l'initiative de discuter dans les étages avec l'ensemble des résidents sur la cherté des loyers et la dégradation des conditions de vie à l'intérieur du foyer. Ces discussions ont montré la détermination et l'unité des résidents qui se sont mis en grève... Des délégués dans chaque étage ont été élus démocratiquement.

Avant la grève, le gérant utilisait le règlement intérieur pour interdire les visites, pour bloquer les chambres, pour nous priver de nos droits les plus élémentaires. Grâce à la lutte, nous avons cassé l'autorité du gérant. La Sonacotra face à notre unité et à l'organisation des résidents a essayé de casser notre lutte par plusieurs tentatives d'intimidation. Le 16 avril 1976, elle a envoyé la police qui a expulsé 18 de nos camarades. 16 ont pu revenir grâce à la détermination

des résidents. Ni les expulsions, ni les saisies arrêts sur salaires, ni la collaboration de certains délégués traités ne peuvent mettre fin à notre lutte, parce que les résidents sont conscients que cette lutte est juste, ils savent qui défend vraiment leurs intérêts. De quoi s'agit-il quand nous parlons de délégués traités ? Nous voulons parler de la collaboration de certains délégués avec la Sonacotra dans notre foyer à Colombes, les anciens délégués ont préféré négocier individuellement et signer un protocole d'accords avec la Sonacotra sans consulter les résidents. Dans une réunion générale, ils ont incité les résidents à payer en disant qu'il n'existe plus de comité de coordination, que leurs revendications sont de la folie... Par contre la Sonacotra s'est engagée à faire les peintures et reconstruire le comité de résidents. En fait de reconnaissance, la Sonacotra, au mois de mars 1977, avec l'appui des directions syndicales CGT, CFDT et FO a cherché à faire des comités de résidents fantômes qui avaient à leur tête le gérant comme président.

Avec ces comités, la Sonacotra a tenté de con-

trer le comité de coordination pour imposer des négociations foyer par foyer. Mais la vigilance et la prise de conscience des résidents ont mis fin à ces tentatives de divisions et ces collaborateurs ont été dénoncés. En octobre 1977, nous nous sommes remis en grève et un nouveau comité a été élu. L'ancien a été dénoncé, le gérant s'est opposé à sa mise en place en disant que le nouveau comité ne représentait rien et a refusé toute possibilité pour que le comité fasse des réunions».

Aujourd'hui, cette journée «portes ouvertes» est un moyen d'informer, de sensibiliser, de faire connaître notre lutte et de montrer comment nous sommes organisés (...).

«Finalement, les résidents ont été rassemblés, nous avons fait descendre tous les résidents et le gérant a été sommé de fournir les possibilités pour que les réunions se tiennent. Ainsi a été imposée la reconnaissance du nouveau comité (...).

«La lutte que nous menons, c'est pour défendre nos droits, pour rejeter l'exploitation et la misère, pour que soient satisfaites nos revendications» (...).

Correspondant

Par dizaines de milliers, élèves et professeurs manifestaient à Paris

## LA RUPTURE ET LA JONCTION

Même dans la rue, les enseignants ne suivent pas les lycéens

● Une mobilisation lycéenne - y compris les CET - dont l'ampleur a surpris les manifestants eux-mêmes. Des syndicats enseignants qui dévient un cortège pour ne pas avoir l'air de suivre les lycéens. Des professeurs de gymnastique qui défilent à part et refusent le soutien du SGEN-CFDT... Les manifestations qui ont marqué la journée de grève parisienne du 13 octobre n'ont pas manqué d'animation. L'enthousiasme des lycéens était réjouissant mais leur volonté d'autonomie par rapport aux enseignants rencontre encore bien des obstacles.

À l'origine, il y avait un appel à la grève lancé par le SNES, le SGEN-CFDT et le syndicat CGT des personnels, au niveau des trois académies de la région parisienne. La date choisie était celle d'une manifestation nationale des professeurs de gymnastique. Les frictions PS-PC dans les tendances FEN des syndicats de l'éducation physique, firent échouer la perspective d'un cortège commun. Les lycéens, par la voie des différentes coordinations mises en place lors des grèves de la rentrée, appelaient à se rassembler à proximité du rendez-vous des enseignants, sur les Champs-Élysées.

Mais à 11 h 30, heure prévue, le cortège enseignant avait déjà démarré, sous l'impulsion d'un SNES peu désireux de se voir précédé par les lycéens. L'objectif, proposé par le SGEN pour échapper au traditionnel République-Bastille, était de passer devant les radios

périphériques, avant de traverser la Seine pour finir aux Invalides. Le circuit commence, la mobilisation des enseignants est inégale et le cortège rassemble surtout les établissements où des grèves locales ont éclaté. On se retrouve entre syndiqués, on commente les élections aux conseils d'administration. On reprend quelques mots d'ordre. Le SGEN, Créteil et Paris surtout, montre plus de combativité.

Une station de métro plus loin, chez les lycéens et les collégiens, l'ambiance est toute autre : chaînes, banderoles où percent plus que chez les aînés l'humour et l'imagination, mots d'ordre repris avec vigueur et au besoin modifiés : «*Baullac, si tu savais ta réforme ce qu'on en fait*», lancé par la sono de la coordination devient inévitablement : «*Beullac, si tu savais ta réforme, où on se la met !*». Et surtout la masse est imposante : lycéens et collégiens (déjà l'appellation «ly-



Un responsable CGT dévie le cortège enseignant-personnel. Derrière lui, en contrebas, le cortège lycéen. Pas question de donner l'impression qu'on les suit...

cées d'enseignement technique ne prend pas...) réunis sont probablement plus de 30 000. Bien vite les lycéens perdus dans le cortège enseignant ne tardent pas à rejoindre leurs camarades, à l'exception des porteurs de banderole de l'UNCAL.

Le laborieux parcours syndical à travers les beaux immeubles du 8<sup>e</sup> est vite court-circuité : pour aller au ministère, objectif fixé par la coordination (qui sait bien que la police en barrera l'accès), on coupe droit jusqu'au pont de l'Alma. Sur le pont, en plein soleil, tout le monde s'arrête : en haut du boulevard, le cortège ensei-

gnant piétine : faut-il suivre les lycéens, ou garder le parcours prévu, en laissant les élèves continuer seuls ? Le SNES et la CGT ne veulent rien changer. Des bruits fantaisistes circulent dans leurs rangs : «*Les gauchistes attendent au pont avec des pavés et des barres de fer...*». Le SGEN hésite : faut-il coller aux lycéens et risquer une rupture avec une partie de la FEN, alors que celle-ci cherche toujours à le marginaliser ? Des enseignants qui défilent avec leurs élèves viennent demander la jonction des deux cortèges. Ils se font rabrouer par les responsables syndicaux. Quelques hystéri-

ques de l'OCI - pour l'occasion déguisés sous le sigle de la tendance FEO où ils végètent dans la FEN - hurlent dans des hauts parleurs : «*Unité, unité...*». Des responsables CGT se mettent en travers du cortège et indiquent d'autorité une rue latérale. Finalement, seul le SGEN-Créteil et l'École Emancipée (tendance du SNES) rejoignent les lycéens.

### SUR LE PONT, LYCÉENS ET «PROFS»

Pendant ce temps, sur le pont, on trouve le temps long : la tergiversation des enseignants, qui finiront quand même par arriver, est cruellement ressentie : «*Lorsque les profs ont fait grève, on les a soutenus en faisant des cours sauvages, en occupant le lycée. Maintenant, ils nous laissent tomber : aujourd'hui, ils sont dans la rue, mais ils ne veulent pas être avec nous. Et lundi, ils seront en cours*», explique une lycéenne de Paul Eluard. Une enseignante du lycée est là :

«*La masse des profs considère cette journée comme une façon de finir le mouvement de rentrée. Ils seraient bien contents que tout rentre dans l'ordre, même s'ils continuent à être exaspérés par les conditions de la rentrée. Et cela d'autant plus que le SNES est contre la poursuite. Au SGEN même, je me sens minoritaire.*» Les lycéens écoutent, songeurs. Faire grève pour le minimum nécessaire à la bonne tenue des cours leur paraissait tout à fait nor-

mal. Dans l'action, en assistant aux AG, en occupant, ils ont reçu comme une évidence que «*ce n'est pas tout*», que pour conjurer l'angoisse du chômage, il fallait bien autre chose que les profs. Cette pancarte «*Cherchez prof. mod. et dyn.*» singeant les petites annonces de France-Soir, montrait par sa dérision la lucidité des lycéens. Et pourtant, face à une administration que la réforme Haby a nettement renforcée dans ses pouvoirs, ils ressentent le soutien des enseignants comme une nécessité. Ce n'est pas la moindre contradiction de l'éveil lycéen actuel.

Finalement, le cortège redémarre : les enseignants ont fini par arriver. Une nouvelle tentative sera opérée pour établir un vide sanitaire entre les deux cortèges, mais tout le monde se retrouvera aux Invalides. Discours de dislocation, affluence aux stations de métro. Les lycéens veulent continuer. L'accès au ministère étant interdit, ils contournent dans le boulevard Saint-Germain pour rejoindre les professeurs d'éducation physique. A plus de 10 000, ceux-ci manifestaient à l'autre bout de Paris, bien décidés à rester seuls : une délégation du SGEN venue les rejoindre s'est fait placer vertement en queue de cortège. Les lycéens ont regardé défilé. Lundi, ils seront amers en retrouvant leurs professeurs.

Eric BRÉHAT

Il venait chercher des cigarettes

## TORTURÉ PENDANT 4 HEURES

Au mot racisme, on associe la vision de corps d'ouvriers algériens flottant dans la Seine en 61, de crânes fracassés la nuit

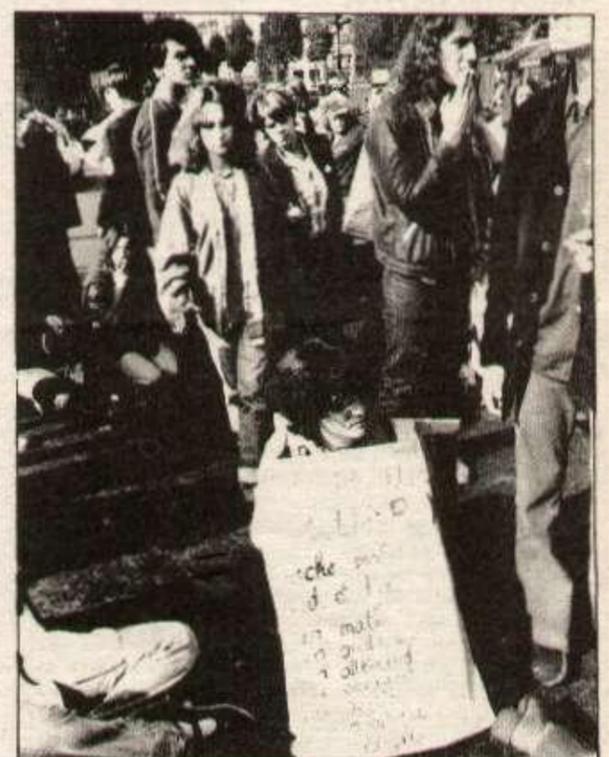
dans les terrains vagues autour de Marseille en 72. Il faut y ajouter la torture la plus lâche et la plus gratuite en apparence

après ce qui s'est passé dans l'arrière-salle d'un bistrot de Toulouse. Ali Adjou, jeune Arabe de 23 ans, a survécu à un supplice dont le récit frappe de stupeur même ceux qui savent jusqu'où mène ce sentiment immonde, entretenu par des gens immondes.

Vers une heure du matin, Ali Adjoul entre dans le bar des Arènes, à la périphérie de Toulouse. Il cherche du tabac. Il prend une consommation, on lui refuse les cigarettes «*ré-servées aux consommateurs*». Il n'insiste pas et sort. Hervé Auguste, le patron, le suit et lâche son berger allemand. Des amis du patron viennent regarder la curée. Puis, entraînant le jeune Arabe dans l'arrière-salle, ils le déshabillent, le font mettre à genoux et le frappent. Pendant une heure, jusqu'à épuisement des tortionnaires. Il faut trouver autre chose. Agés de moins de trente ans, ils n'ont pas connu la guerre d'Algérie. Un sergent vantard leur a peut-être raconté ses exploits «*au régiment*». Ils plongent la tête du jeune homme dans une

bassine, la sortent lorsqu'il ne bouge plus et la replongent aussitôt. Il faut encore autre chose. Un couteau de cuisine fera l'affaire. Le sang coule. Ça ne leur suffit pas. Le patron a un pistolet automatique, acquis grâce à ces ports d'arme qu'on délivre si facilement aux tenanciers de bar. Pour «*se distraire*» comme ils l'ont dit à la police, ils simulent une mise à mort, dansent en brandissant le pistolet. Un coup part d'ailleurs, blessant à la cuisse un des trois bourreaux. Le «*cœur*» n'y est plus. Les trois hommes transportent le supplicié dans un terrain vague et le laissent pour mort. Ils ne pensaient pas être confondus dès le lendemain. Car le jeune Arabe, qui n'a compris à aucun moment ce qui lui arrivait, qui a seulement dit aux enquêteurs, «*ils étaient saouls*», n'est pas mort. Et à l'hôpital où on espère le sauver, la police a arrêté un des criminels, venu se faire tranquillement extraire la balle. Les deux autres l'ont été dans la journée.

Eric BRÉHAT



### COMMUNIQUÉ

Radio Verte Fessenheim émettra désormais le dimanche à 11

heures, entre 100 et 104 MHz, en modulation de fréquence.

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
  - Pékin information.
  - La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

##### — LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze / A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

**Aix en Provence**  
Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)

**Besançon**  
Lib. Les sandales  
d'Empédocle  
Place Victor Hugo -  
138 Grande Rue. (10 %)

**Bourges**  
Lib. Nathanaël  
4, cours Avaricum.

**Brest**  
Lib. Graffiti (10 %)  
Place Saint-Louis

**Caen**  
La Licorne (10 %)  
Rue Froide

**Clermont-Ferrand**  
Lib. Jean Rome (10 %)  
1 rue des Gras

**Evreux**  
Lib. Dubois-Dehayes  
rue Chartraine (5 %)

**Grenoble**  
Le Livre ouvert  
Cours Fontaine (10 %)

**La Rochelle**  
Lib. La Genette (5 %)  
Rue Rougemont

**Le Mans**  
Lib. La Taupe  
2 quai amiral Lalande  
(10 %)

**Lille**  
Librairie populaire  
40 rue de Guesdes

#### Lyon

Librairie populaire  
226 rue Duguesclin (3\*)  
(10 %)

#### Marseille

Librairie Lire (10 %)  
Rue Sainte (1\*\*)

#### Metz

Librairie Géronimo  
Rue du Pont des Morts  
(10 %)

#### Montluçon

Le Bouillon de culture  
15 rue Barathon (10 %)

#### Nice

Le Temps des Cerises  
50 bd de la Madeleine  
(10 %)

#### Nantes

Librairie 71 (10 %)  
50 bd de la Madeleine

#### Orléans

Les temps modernes  
rue N. D. de Recouvrance  
(5 %)

#### Quimper

Calligrammes  
23 rue du Sallé (10 %)

#### Perpignan

Le Futur antérieur  
22 rue Grande-la-Réal  
(10 %)

#### Reims

Le Grand jeu  
20 rue Colbert

#### CINÉMAS

**Paris**  
Saint-Séverin  
12 rue Saint Séverin (5\*)  
Tarif étudiant : 10 F

**La Clef**  
21 rue de la Clef (5\*)  
Tarif étud.

**Seine Cinéma**  
8 rue Frédéric Sauton (5\*)

Châtelet-Victoria  
19 avenue Victoria 1\*\*

#### Lyon

Cinématographe  
44 cours Suchet (2\*)  
Tarif collect.  
(5 tickets : 40 F).

#### Le Canut

32 rue Leynaud (1\*\*)  
(tarif. étud.)

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date : .....

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

## LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

### REINSTALLATION A LA PINSONNIERE DE CHARLES ET MARIE PELLERIN

# «ÇA Y EST, C'EST FAIT !»

« Ça y est, c'est fait ! Pour la première fois depuis 1945 (loi sur le statut du fermage) des fermiers expulsés frauduleusement sont réinstallés dans l'exploitation sur laquelle ils travaillaient.

Cette exploitation, c'est la Pinsonnière, à Mésanger, en Loire-Atlantique. Ces fermiers ce sont Charles et Marie Pellerin. Des noms qui resteront dans la mémoire de tous les fermiers de France. C'est la première fois que les droits des travailleurs l'emportent totalement face aux droits «divins» de la propriété foncière.

Mais cette victoire n'aura été le fait que de la lutte longue et difficile qu'ont menée 4 ans durant les Paysans-Travailleurs et les fermiers de la région.

Ainsi de début 1974, où le propriétaire, M. Chassanite et son père Clovis Retière, par justice interposée, ordonnaient l'expulsion de la famille Pellerin, au 12 octobre 1978, où Charles et Marie, accompagnés des paysans de la région venus fêter l'évènement, vérifiaient l'état de la ferme après le départ de ses «occupants», le chemin parcouru est énorme.

Automne 1974 : la résistance à l'expulsion s'organise : la ferme protégée par des barricades est surveillée par des tours de garde de nuit et de jour ; une première tentative d'expulsion par les flics est repoussée par une centaine de paysans de la commune venus en renfort.

Juin 1975 : 600 gardes mobiles, armés jusqu'aux dents (on vit ce jour-là des auto-mitrailleuses circuler dans la région), occupant militairement le terrain, expulsaient à 5 heures du matin la famille Pellerin. Le cheptel et le mobilier disséminés aux quatre coins

du département, la maison détruite en partie par le propriétaire grimpé sur un bulldozer (!), Charles et Marie se retrouvent démunis de tout, à la rue.

Puis, la solidarité est prise en main par les Paysans-travailleurs du canton. La Safer accorde en 1976 une petite exploitation à Charles, à quelques centaines de mètres de la Pinsonnière. Puis commence la longue chaîne des procès et des demandes judiciaires, pour obtenir une révision de la décision d'expulsion. C'est surtout durant toute cette période, le courage et la ténacité de Charles et Marie, ainsi que de l'équipe Paysans-Travailleurs, qui feront renaître l'espoir qui pouvait se perdre quelquefois. Enfin, à cause de «erreurs» grossières de Retière (il signait de ses mains, des chèques et les comptes de la coopérative, alors qu'il n'aurait jamais dû travailler sur l'exploitation), les procès tournent à l'avantage des fermiers. Et

c'est ainsi, qu'en juin dernier, la reprise était qualifiée d'arbitraire et la réinstallation de la famille Pellerin était ordonnée.

Il ne restait plus qu'à attendre la fin du sursis accordé aux propriétaires.

Aussi, jeudi 13 octobre, les paysans qui étaient rassemblés à la Pinsonnière ne pouvaient s'empêcher d'exprimer leur joie. Accompagnés d'un huissier, Charles et Marie et tous leurs amis ont pu faire un véritable «tour du propriétaire» sauf que le propriétaire n'était pas de la noce !

Ce constat de l'état des lieux a permis à chacun de vérifier la négligence de Retière : étables non curées, la cour non entretenue et une quantité de foin engrangée bien moindre que celle laissée par Charles au moment de son expulsion.

Et devant cette assemblée joyeuse, les premières conclusions ont pu être tirées par les Paysans-Travailleurs et la FDSEA. L'importance historique de la victoire a été soulignée à plusieurs reprises. De même, en tant qu'acquis judiciaire et moral, elle constitue une victoire pour tous les fermiers en butte à leur propriétaire. Et Jean Cadiot, dont on se souvient de la grève de la faim devant la caisse du Crédit Agricole de St Mars La Jaille, il y a un mois, a tenu à réaffirmer le sens des quatre années de la

lutte courageuse qu'ont menée les Paysans-travailleurs de la région dont Charles et Marie, et sa satisfaction à voir s'unir sur cette victoire la «fédération», la «section fermier-métayer» et les «Paysans-Travailleurs».

Cependant, si la ferme est aujourd'hui débarrassée de ses «occupants», de nombreux problèmes se posent encore à la famille Pellerin. Les propriétaires ont fait une offre de vente outrancière (60 M pour 27 ha) contre laquelle veulent se battre les Paysans-Travailleurs : de plus, la maison neuve qui a été construite sur les terres mêmes de l'exploitation par M. Chassanite n'est pas assurée, la cour non entretenue et une quantité de foin engrangée bien moindre que celle laissée par Charles au moment de son expulsion.

Et devant cette assemblée joyeuse, les premières conclusions ont pu être tirées par les Paysans-Travailleurs et la FDSEA. L'importance historique de la victoire a été soulignée à plusieurs reprises. De même, en tant qu'acquis judiciaire et moral, elle constitue une victoire pour tous les fermiers en butte à leur propriétaire. Et Jean Cadiot, dont on se souvient de la grève de la faim devant la caisse du Crédit Agricole de St Mars La Jaille, il y a un mois, a tenu à réaffirmer le sens des quatre années de la

lutte courageuse, difficile, aura prouvé aux fermiers et aux métayers qui aujourd'hui s'opposent de plus en plus aux reprises abusives, que la lutte face aux propriétaires est possible et qu'elle peut gagner. C'est en ce sens qu'on n'oubliera pas ce que l'on appelle «l'affaire Pellerin».

### Bonin (St Ouen) : deux interventions des flics

## LES TRAVAILLEURS CONTINUENT POUR LES 2 500 F

«Soutenez la lutte des travailleurs de chez Bonin, soutenez...» : le marché de St Ouen, dans la banlieue Nord de Paris, était dimanche matin, encore plus animé qu'à l'habitude ; de nombreux travailleurs de l'entreprise Bonin, les uns des tracts à la main, les autres avec des boîtes en fer, appelaient les travailleurs de la ville à soutenir activement le mouvement qu'ils ont engagé depuis 15 jours et particulièrement à les aider financièrement :

«La collecte est très importante pour nous», expliquait l'un deux, «nous sommes déjà en lutte depuis le 28 septembre et nos salaires sont bas ! Vous savez combien on touche ? 1 800 F par mois en moyenne. Et encore : il

faut dire qu'à la moindre absence, la prime de vacances (60 F), la prime d'assiduité ou la prime d'équipe diminuent ou sautent carrément».

L'augmentation du salaire est précisément une des revendications des grévis-

tes, pour la plupart immigrés : ils exigent 2 400 F minimum pour tous.

Mais ce n'est pas la seule revendication.

Bonin (appareils de chauffage et autres pièces pour Citroën, Simca-Chrysler...) est connu pour ses conditions de travail et d'hygiène particulièrement mauvaises. «On peut citer un tas d'exemples : à la soudure, nous n'avons aucune ventilation. Résultat : c'est la fumée sans arrêt. Il y a les presses avec le bruit infernal...»

Il faudrait encore parler des doigts coupés : «Un copain a eu 5 doigts de sectionnés».

Les conditions d'hygiène ne valent pas mieux : la salle de la cantine est infectée de rats ! Quant aux vestiaires, ils ne valent pas mieux.

La lutte qui a également pour objectif le 13<sup>e</sup> mois et la cinquième semaine de congés payés, n'est pas du goût du patron comme on

s'en doute : pour la briser, il n'a pas hésité à faire appel aux flics, deux fois en quelques jours ! «Dès le départ, raconte une gréviste, on s'est organisé pour empêcher la maîtrise de sortir les pièces avec les fenwicks. On a empêché le chargement des camions de Citroën qui venaient chercher des pièces. Le lundi 9, le patron a fait appel aux flics. Il y avait 7 cars. Ils sont repartis. Jeudi, on a remis en place les piquets de grève. Ils sont revenus !»

Piquets de grève pour empêcher la sortie de la production stockée, popularisation du mouvement auprès de la population audonienne mais aussi vers plusieurs usines, collectes, riposte à la répression : les travailleurs de chez Bonin sont, comme on le voit, déterminés à obtenir satisfaction, et ils en prennent les moyens. Nous devons les soutenir.

Achetez  
Le Quotidien du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque

Le point avec le correspondant à Paris de *Fronte Popolare*

# ITALIE : UN AUTOMNE CHAUD ? (2)

Par Jean-Paul GAY

Dans la première partie de cet entretien, nous avons évoqué le débat qui se déroule actuellement dans les syndicats, où se manifeste une forte résistance au plan d'austérité du ministre du Trésor, Pandolfi. Les syndicats autonomes, dirigés par la droite, essaient de tirer parti du mécontentement populaire.

Le parti révisionniste qui appuie à fond la politique d'austérité, se retrouve d'autant plus en porte-à-faux qu'il est l'objet d'une campagne de la démocratie-chrétienne et du parti socialiste, visant à mettre en cause son aptitude à être un «parti de gouvernement». C'est cette évolution sur l'échiquier politique italien, où pèsent les préparatifs des prochains congrès de la DC et du PCI, et la perspective des élections européennes de 1979, que nous évoquons aujourd'hui.

▷ — QdP : Dans quel contexte politique, se déroule actuellement le débat, notamment dans les syndicats, concernant le plan triennal d'austérité de Pandolfi ?

— R : Au centre de la tension politique actuelle, il y a le PCI qui se trouve dans une phase de très fortes contradictions internes et de grandes difficultés, et pour qui se rapproche l'échéance du printemps 1979 où il va tenir son 15<sup>e</sup> Congrès. Le PCI, ardent défenseur de la politique d'austérité, se trouve une nouvelle fois, en cette rentrée, confronté à la base ouvrière, y compris à sa propre base, qui résiste au plan Pandolfi. En même temps, il est l'objet des derniers mois d'une campagne mettant en cause sa participation à la majorité gouvernementale, qui lui impose de donner des gages de sa «loyauté», c'est-à-dire notamment appuyer activement le plan d'austérité contre les travailleurs.

## LE RETOUR DE FANFANI

Il y a actuellement deux faits qui conditionnent la politique et les débats du PCI, préparatoires à son congrès. C'est d'abord l'émergence d'un fort courant lié au nom de Fanfani, président du Sénat. Fanfani, ancien dirigeant de la D.C., fait partie de ce qu'on appelle en Italie, les «caballi di razza», les chevaux de race. Moro en était un, Fanfani est l'autre «grand cheval de race» de la DC ; il avait lié son nom à toutes les grandes batailles frontales contre la gauche, par exemple lors du référendum sur le divorce, en mai 1974. A la différence de Moro, il était hostile à l'entrée du PCI dans la majorité gouvernementale. Après ses défaites, dont celle sur le divorce, il avait été mis de côté. Maintenant, il revient sur la scène politique comme chef d'un puissant courant de la DC, qui envisage de renvoyer la gauche dans l'opposition, qui est favorable tactiquement, à une entente avec le parti socialiste contre le parti révisionniste, et qui projette de reconquérir le rôle dirigeant dans la DC. Ce courant Fanfani s'oppose à un autre courant de la DC, celui de l'actuel secrétaire général de ce parti, Zaccagnini, qui défend la politique menée actuellement vis-à-vis du PCI, en estimant qu'elle a permis le renforcement du parti démocrate-chrétien. Au prochain congrès de la DC qui va se tenir aussi au printemps, Fanfani occupera un rôle central, ou une position de compromis avec l'autre courant, mais de toutes façons, il aura un grand poids.

## L'OFFENSIVE DU PS

L'autre donnée de la situation politique avec laquelle le PCI doit

compter, c'est la politique du parti socialiste. On a toujours dit que le PSI était un petit parti ; il n'avait obtenu qu'un peu plus de 9 % des voix aux dernières élections législatives de 1976, on le disait en voie de liquidation. Mais le nouveau secrétaire de ce parti, Bettino Craxi, a commencé à mener une politique très agressive, une vigoureuse polémique avec le PCI, qui a dynamisé le PS et celui-ci commence à en recueillir les premiers effets. Craxi a publié durant l'été un article sur la question du léninisme, où il attaque très fort le PCI sur le thème : le PCI est encore léniniste, ce n'est toujours pas un parti démocratique, il n'est toujours pas prêt à gouverner, il doit résoudre ses contradictions et être plus clair.

Il faut noter que cette polémique, menée par le détour de la question du léninisme, gêne beaucoup le PCI. Celui-ci n'attendait pas une attaque aussi violente, il est gêné par le comportement très autonome du PS, qui l'a montré déjà durant l'affaire Moro : le PS avait alors été le seul parti demandant qu'on traite avec les ravisseurs d'Aldo Moro, alors que le PCI, par exemple, ne voulait pas en entendre parler. Le PSI agit de plusieurs manières, il fait campagne à la télé, dans la presse, il intervient auprès des intellectuels. Et il commence à grignoter du terrain au PCI.

## «EURO-SOCIALISME»

▷ — Comment expliquer cette offensive du PSI ?

— Son affaiblissement atteignait un tel degré qu'il menaçait son existence même. Et puis, le PSI regarde vers l'Europe où les autres partis socialistes jouent souvent un rôle important.

Le PSI dit — c'est la philosophie de Craxi — qu'il faut surmonter la particularité de l'Italie. Tout le monde parle en Italie d'un «cas italien». A gauche et dans l'extrême-gauche, on en parle en positif, parce qu'il y a une forte présence des syndicats, de la lutte et de l'organisation ouvrières, qui pèsent au sein de la société italienne. Le PSI, au contraire, dit : non, nous sommes arriérés, ce qu'il faut, c'est arriver à un système capitaliste moderne, faire ce qui a été fait en France, où le PS s'est affirmé, aux dépens du PCF. Dans cette perspective, les socialistes italiens comptent beaucoup sur les élections européennes de juin 1979, estimant que leur parti ne sera pas alors simplement un petit parti par rapport au PCI, dans le cadre italien, mais qu'il sera aussi une composante de l'«euro-socialisme». Ils entendent donc exploiter à fond toutes les possibilités qui peuvent se présenter dans cette phase politique.

▷ — Dans de telles conditions, quelle est la situation pour le PCI ?

— Il faut revenir à la thèse centrale de la politique de Berlinguer. Cette thèse, c'est accepter la politique d'austérité, la reprendre à son propre compte, en échange de contreparties politiques. Accepter jusqu'au bout les restrictions de salaires, la mobilité dans les entreprises, les restructurations, faire une propagande active là-dessus au sein de la classe ouvrière, pour être reconnu comme un parti de gouvernement, ça c'est vraiment le noyau de la politique de Berlinguer.

Le PCI n'est pas un parti de luttes, mais en même temps, sa légitimité en tant que parti démocratique, parti de gouvernement, est contestée par la DC et le PS, qui l'attaquent sur ce point. Cette situation met dans une situation de crise la politique de Berlinguer. Comment le PCI va-t-il répondre dans l'impasse où il se trouve ainsi placé ?

Notons d'abord que pour la première fois depuis plusieurs années, depuis quatre congrès, il y a des thèses qui vont être présentées par la direction. Le fait qu'il y ait des thèses, indique qu'on se trouve dans une phase où le débat à l'intérieur du PCI est très difficile.



Berlinguer dans les allées du pouvoir

▷ — Comment les contradictions se manifestent à l'intérieur du PCI ?

— Il y a beaucoup de nuances mais, en schématisant, on peut dire qu'il y a surtout deux tendances, et le secrétaire général du PCI joue un rôle de médiation entre les deux.

Il y a d'abord la tendance d'Amendola, très forte à l'intérieur du parti. Amendola dit : notre parti, le 20 juin 1976, c'est-à-dire au lendemain des élections, où il avait atteint le maximum du consensus électoral, a perdu une grande occasion, celle d'occuper complètement la place du PS, de devenir un parti d'un nouveau type, occupant à la fois la place qui, traditionnellement, revient au PC, mais aussi, celle des grands partis socio-démocrates. Ça ne s'est pas fait. Maintenant, il faut franchir ce pas pour devenir vraiment un parti de gouvernement. Cette tendance met, entre autres, l'accent sur la «démocratisation» du débat à l'intérieur

du PCI. Une autre question est mise en avant, de façon centrale, c'est celle des rapports internationaux du PCI. La question est posée d'être vraiment autonome par rapport à l'URSS, et d'avoir un rapport direct avec les grands partis européens, non seulement dans le cadre de «l'euro-communisme», mais aussi avec les grands partis socio-démocrates européens, avec la social-démocratie allemande, avec Mittelefrank, etc. Tout cela est considéré comme partie prenante de la démarche pour devenir réellement un «parti de gouvernement». Ce courant Amendola présente en même temps des nuances, des aspects contradictoires, et il y a par exemple des gens qui vont encore plus loin qu'Amendola lui-même pour réclamer de prendre ses distances par rapport à Moscou.

La seconde tendance, c'est celle qui préconise le «durcissement», avec des gens comme Chiaromonte, qui est peut-être devenu maintenant le numéro deux de son parti. Devant les attaques que subit le PCI, actuellement, cette tendance préconise une attitude «dure», en agitant la menace du déclenchement de luttes sociales, si les attaques continuent.

Berlinguer adapte plutôt une position de médiation entre les différentes tendances et courants et il cherche surtout à défendre les deux années de politique du

ter Rossi, militant de «Lotta Continua», victime des fascistes, le 30 septembre 1977. L'autre, tué à Naples, il y a quelques jours, était un sympathisant écologiste, porteur de journaux de gauche. Ceci signifie sans doute que certaines forces tentent d'exploiter pour leur propre compte la situation, marquée notamment par les attaques contre le PCI.

En ce qui concerne les investigations en cours sur les «Brigades Rouges» les méthodes employées sont fort préoccupantes, car tout se déroule dans l'illégalité ouverte, en dehors du cadre institutionnel normal. Ainsi, le général des carabinieri, Dalla Chiesa, qui a été nommé cet été par le chef de gouvernement Andréotti, pour coordonner la «lutte anti-terroriste», ne rend des comptes que, directement, à Andréotti, dont il est un homme de confiance. De plus, on a eu la très forte impression qu'un espèce de compromis a été établi avec les «Brigades Rouges». Les gens découverts et arrêtés sont en fait d'anciens membres des «Brigades Rouges» qui étaient surveillés de longue date, qui n'ont pas pu enlever Moro, et qui ont été retrouvés dans d'anciennes caches où se trouvait Renato Curcio, il y a quatre ans.

## MARCHANDAGES AVEC LES BRIGADES ROUGES

Tout se passe comme si la police avait une partie des terroristes sous la main, qu'elle peut arrêter quand elle veut, alors qu'il y a un centre du terrorisme beaucoup plus puissant, qu'on ne touche pas, et avec lequel on fait des compromis.

La presse a parlé de chefs terroristes qui auraient été relâchés, comme Moretti, et dont le général Dalla Chiesa avait d'abord annoncé l'arrestation. Ils auraient été relâchés en échange de documents des «Brigades Rouges» sur Moro.

Toute l'agitation sur ces documents, avec la publication des versions différentes, est très troublante. Il faut noter que parmi ces documents, il y a des déclarations de Moro attaquant très durement les dirigeants actuels de la DC, et où Moro accuse la direction de la DC (qui avait refusé de négocier avec ses ravisseurs), de ne pas être plus «humanitaire» que le PCI. Ceci gêne actuellement la direction de la DC particulièrement au moment où se produit un retour en force de Fanfani, à quelques mois du Congrès de la DC. La publication de certains de ces documents n'est pas pour gêner Fanfani.

Donc on assiste d'une part, à une relance du terrorisme fasciste, dans une situation où les discours très réactionnaires de Fanfani encouragent les forces les plus ouvertement de droite à se manifester en force. D'autre part, le déroulement de l'enquête sur l'affaire Moro, amène à repenser la vieille question des liens du terrorisme avec certains centres de l'Etat, alors même que par ailleurs vient de s'évader tranquillement F. Freda, terroriste d'extrême droite, accusé dans le sanglant attentat de la «Piazza Fontana» de Milan, en 1969.

## TERRORISME

▷ — Quels rapports entre cette situation politique et la relance du terrorisme depuis septembre ?

— Il faut d'abord constater une forte reprise du terrorisme ouvertement fasciste, ça c'est l'aspect nouveau. Il y a eu des assassinats de jeunes de gauche à Rome et à Naples, et une reprise très forte de ce genre de terrorisme dans la plupart des villes. Dans les deux récents assassinats dus à l'extrême droite, il ne s'agissait pas de militants. Un jeune a été assassiné alors qu'il lisait *L'Unità* affiché à proximité du siège d'une section de Rome du PCI, il a été tué juste avant la commémoration de l'anniversaire de la mort de Wal-

## Selon un ministre allemand : «pas d'interdiction professionnelle en Allemagne»

«Il n'y a pas d'interdiction professionnelle dans le cadre de la Communauté Européenne», a déclaré à l'Assemblée Européenne de Strasbourg le secrétaire d'Etat allemand aux Affaires étrangères. Après cette négation de principe, il a expliqué et justifié les interdictions professionnelles qui, en fait, existent en RFA : «Au sein des neuf États, des décisions sont prises selon des points de vue et des pratiques différentes visant à déterminer dans quelle mesure un État a le droit de soumettre le choix de ses fonctionnaires à des considérations qui ont trait au respect de la Constitution». Utilisant l'argument traditionnel des «extrémistes de tous bords», il a ajouté «les origines de la loi sur laquelle nous nous basons sont des origines anti-fascistes».

## USA : Myron Farber à nouveau en prison

Myron Farber, journaliste au *New York Times*, a été à nouveau incarcéré jeudi dernier. Il avait déjà passé le mois d'août en prison. Grâce à un de ses reportages, Farber avait provoqué la réouverture d'un procès criminel. Mais il est poursuivi pour avoir refusé de livrer ses notes à la justice. Derrière cette affaire de droit commun se cache une volonté de l'Etat de nier le droit des journalistes au secret professionnel, ce qui en fin de compte remet en cause la liberté de la presse.

## Portugal : développement des luttes

Un mouvement de luttes assez important s'est dessiné au Portugal la semaine dernière : on signale des mouvements de grève dans les tanneries, la chimie, le bâtiment, et à la Sorefame, principale entreprise de métallurgie. D'autre part, la tension monte dans l'Alentejo entre les ouvriers agricoles qui occupent les terres et la «garde nationale» qui doit les faire restituer aux propriétaires fonciers. La crise sociale se développe alors que depuis un mois maintenant, la crise gouvernementale opposant le PS au président de la République Eanes n'est pas résolue.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE  
DU BUREAU POLITIQUE  
DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE  
(PCML)

## LIBÉRATION DE TOUS LES EMPRISONNÉS POLITIQUES EN TUNISIE

La parodie de procès qui s'est déroulée à Tunis contre trente syndicalistes représentant l'ancienne direction de l'UGTT, a fait suite à la vague de répression sauvage qui frappe le peuple tunisien.

Non content d'avoir assassiné 400 travailleurs et jeunes en janvier dernier, le régime de Bourguiba avait demandé la peine de mort pour les syndicalistes emprisonnés. Pour essayer d'arriver à ses fins — éliminer physiquement les leaders du mouvement de masse — il s'en est pris à des libertés aussi fondamentales que celle du droit de la défense pour les accusés.

Des avocats commis d'office, n'ayant pas eu le temps de prendre connaissance du dossier ; une juridiction d'exception ; mais aucune preuve matérielle apportée pour étayer l'accusation qui parlait «d'atteinte à la sûreté de l'Etat» et «d'avoir tenté de s'emparer du pouvoir par la force» ; tels étaient les «arguments» d'un pouvoir aux abois.

A travers les trente syndicalistes, c'est en fait à tout le peuple tunisien que s'en prend le pouvoir. Le verdict prononcé par la Cour de sûreté de l'Etat démontre que le gouvernement est loin d'avoir les coudees franches pour exécuter sa sale besogne.

L'attitude ferme des accusés soutenus par les larges masses tunisiennes, l'ampleur des protestations internationales qu'a suscitées ce procès truqué, ont contribué à arrêter la main des bourreaux. Si l'on peut considérer que cela est un acquis, il n'en reste pas moins que la mobilisation populaire doit continuer et s'amplifier pour exiger la libération immédiate des seize condamnations aux travaux forcés et à la prison.

Cela est d'autant plus important que prochainement 101 syndicalistes de la ville de Sousse vont passer devant la même juridiction.

Avec toutes les forces démocratiques en France, en Tunisie et dans le monde, nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.

## Zaire-Angola

# DEUXIEME ETAPE DE LA RECONCILIATION

● Mobutu était attendu dimanche à Luanda, capitale de l'Angola pour une visite officielle. Cette visite se produit deux mois après celle du président angolais Neto au Zaire. Le processus de réconciliation des deux États semble donc se poursuivre, alors que la tension entre l'Angola et le Zaire n'avait jamais cessé depuis trois ans, et qu'elle avait même culminé avec la deuxième guerre du Shaba.

Le conflit qui a opposé jusqu'ici les deux États venait très largement du soutien que chacun apportait aux opposants de l'autre. Durant la guerre civile en Angola en 1975-1976, Mobutu a permis aux hommes du FNLA de Roberto Holden de se replier sur des bases arrières au Zaire. A cette époque, il y a même eu des incidents de frontière entre les troupes du MPLA appuyées par les Cubains et les forces régulières de l'armée zairoise. A ce moment, la frontière zairo-angolaise fut fermée, ainsi que le chemin de fer de Benguela qui permettait au Zaire d'exporter son cuivre. Du côté de l'Angola, la province du Nord continuait à échapper au contrôle du gouvernement central, puisque sa défense était assurée par les forces du général zairois Mbumba, ancien gendarme katangais, puis mercenaire portugais rallié ensuite au MPLA. Les forces de Mbumba étaient encadrées par des Cubains.

Cette situation a permis,

avec l'appui des Cubains et des Soviétiques, probablement sans que le gouvernement angolais puisse intervenir, que les forces du général Mbumba, baptisées «F.N.L.C.», puissent envahir en mai 1977, puis en mai 1978, la province du Shaba. A la suite de la deuxième guerre du Shaba, Mobutu avait mis violemment en cause l'Angola. Neto avait alors affirmé qu'il n'avait pas de contrôle sur les réfugiés zairois et les troupes de Mbumba, tandis que Castro prétendait avoir «tenté de dissuader Mbumba» de tenter son expédition...

En juillet, dans le cadre de la préparation du sommet de l'OUA et par l'intermédiaire de plusieurs chefs d'Etats africains, des négociations entre le gouvernement angolais et le gouvernement zairois ont eu lieu. Réunies en juillet à Brazzaville, en République populaire du Congo, des commissions mixtes avaient abouti à un accord en trois points : question des réfugiés, réouverture

du chemin de fer de Benguela, création d'une commission de l'OUA chargée du contrôle des décisions.

En ce qui concerne les réfugiés, plusieurs milliers de Zairois qui vivaient dans des camps en Angola sont déjà rentrés au Zaire. Quant aux troupes de Mbumba, il semble que Neto les ait écartées de la frontière zairoise. Il est probable que Mobutu a pris des mesures analogues à l'encontre des hommes du F.N.L.A. de Holden au Zaire.

Ces accords et leur début de réalisation avaient permis la première rencontre Neto-Mobutu au Zaire. Les deux chefs d'Etat avaient projeté des accords dans le domaine des transports, du commerce et de la culture. Le président angolais avait alors déclaré que cette visite constituait «Un des plus heureux événements de son pays» et «Un pas important pour la tranquillité dans le continent.»

Une des conséquences les plus importantes de cette réconciliation est la réouverture du chemin de fer de Benguela. Cette réouverture est annoncée pour la mi-novembre. Le chemin de fer de Benguela est beaucoup plus avantageux pour le Zaire : le transport par le Nord du

cuivre (extrait essentiellement au Shaba) était très long et vulnérable, puisqu'il traversait tout le pays. On ne tardera donc pas à savoir si les troupes du FNLC ont effectivement cessé leur activité, puisque les «Katangais» avaient menacé de faire sauter la ligne en cas de réouverture.

Il semble que cette réconciliation est le fruit d'une volonté des pays africains de régler leurs problèmes entre eux. On peut également y voir la main des impérialismes occidentaux qui sont soucieux d'éliminer des conflits nuisibles à leurs intérêts dans les deux pays. D'autre part, cette réconciliation intervient au moment où l'Angola semble tenter de prendre ses distances avec l'URSS : elle normalise ses relations avec l'Occident (Portugal, USA, France) et semble vouloir développer une coopération accrue avec l'Afrique (signatures des accords avec le Zaire et d'un traité avec le Mozambique). Si ce processus se confirme, la question est de savoir si l'URSS l'admettra, alors qu'elle dispose toujours de milliers de mercenaires cubains sur le territoire angolais.

Jean-Pierre  
CHAMPAGNY

## Zimbabwe : après le voyage de Smith

# LA ZANU REFUSE DE CONTINUER A DISCUTER AVEC LES USA

A l'occasion de la visite de Smith aux USA, le *Washington Post* publiait une caricature où l'on pouvait voir «Cirque Smith, une nouvelle formule de gouvernement» avec le commentaire : «Trop peu, trop tard». C'est ainsi qu'on peut d'ailleurs résumer les divergences du chef des racistes de Rhodésie avec Carter. En recevant Smith, l'administration américaine a certainement jeté une bouée de sauvetage aux colons racistes. Cependant, les Etats-Unis ne sont pas parvenus à ce que Smith fasse suffisamment de concessions pour le faire entrer dans la solution néocoloniale qu'ils veulent imposer au Zimbabwe. Carter veut en effet élargir le prétendu «gouvernement provisoire» de Smith à Nkomo en divisant le Front patriotique.

Après ses entretiens avec l'administration américaine, Smith continue sa tournée de propagande aux USA. Jouant sur les contradictions internes à la classe dirigeante américaine, il a rencontré des personnalités du parti républicain, en particulier Kissin-

ger. Celui-ci a déclaré : «Je ne dis pas que nous devrions soutenir le règlement interne, mais nous devrions lui laisser une chance». Smith se réclame d'ailleurs du plan de règlement que Kissinger avait élaboré en 1976.

Dans un communiqué publié à Maputo (Mozambique), la ZANU a vigoureusement condamné l'invitation de Smith par les USA et en a tiré les conséquences en ce qui concerne la participation

des Etats-Unis à de futures négociations : «Nous sommes désormais amenés à déclarer que, dans toutes les conférences à venir sur la Rhodésie, le gouvernement des Etats-Unis devra être exclu. En recevant Smith et ses fantoches, ils ont passé outre à leur rôle de médiateur.»

La ZANU accuse les USA d'avoir abandonné toute référence au plan anglo-américain de l'année dernière que le Front patriotique avait accepté

comme point de départ pour des négociations. Devant les manœuvres de l'impérialisme US dirigées contre le Front patriotique et avant tout contre la ZANU, le mouvement de libération entend aujourd'hui intensifier la lutte armée pour abattre le régime raciste et ne négocier qu'avec la Grande-Bretagne en tant que puissance coloniale.

Jean-Pierre  
CHAMPAGNY

## En bref...En bref...En bref...En

### Irlande

Jeudi, des bombes ont explosé dans le train Dublin-Belfast, en Irlande du Nord, faisant un mort et trente blessés. Cet attentat a été revendiqué par l'IRA provisoire qui déclare dans un communiqué «avoir pris toutes les mesures possibles pour prévenir toute victime». Il semble bien que la police, prévenue de l'attentat trente minutes avant,

se soit volontairement abstenue de transmettre l'information aux chemins de fer.

### Japon - RFA

A l'issue de la visite de Schmidt au Japon, un communiqué commun a été publié. Schmidt et Fukuda y soulignent leur détermination à «lutter contre le terrorisme international» et leur volonté de promouvoir les relations trilatérales Japon-RFA.

Etats-Unis. Cependant le communiqué ne fait pas mention du déséquilibre commercial existant entre les deux pays.

### Maroc

Hassan II a fait état devant le Parlement de la découverte d'importants gisements de pétrole et de gaz naturel. Selon lui, ils pourraient permettre au Maroc de se suffire en produits pétroliers dès 1979.

## PROGRAMME TÉLÉ Lundi 16 octobre

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 30 - Questionnaire : Valéry Giscard d'Estaing.  
21 h 45 - Antoine et Sébastien. *Comédie psychologique* Jean-Marie Périer (1973). Avec François Périer, Jacques Dutronc. La complicité entre un père et un fils.  
23 h 35 - Journal et fin.

A 2

20 h 00 - Journal.  
20 h 30 - Nana Mouskouri.  
21 h 35 - Question de temps. *Magazine : l'élection du Pape, le Liban (documentaire) et la justice.*  
22 h 35 - L'Europe. *Document. J.-F. Deniau parle de l'identité européenne sur les plans économique, politique et culturel.*  
23 h 10 - Journal et fin.

FR 3

18 h 55 - Tribune libre : René Girard. *A partir de son livre «Des choses cachées depuis la fondation du monde» (Grasset).*  
19 h 40 - Télévision régionale.  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
20 h 30 - Sans mobile apparent. *Film policier (1971) avec Jean-Louis Trintignant et Dominique Sanda. Enquête surprenante et personnages pittoresques malgré une adaptation pêchant par un excès d'ambitions non abouties.*  
22 h 15 - Soir 3 et fin.

## Mardi 17 octobre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure. La moto.  
18 h 25 - Un, rue Sésame.  
18 h 55 - Christine. *Feuilleton.*  
19 h 15 - Une minute pour les femmes.  
19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 30 - Aurélien. *Film TV en trois parties d'après le roman d'Aragon. Une histoire d'amour au plus noir de l'occupation allemande, en 1942.*  
22 h 15 - L'aventure polaire. *Emission de P.-E. Victor. Du Groenland à la terre Adélie.*  
23 h 10 - Journal et fin.

A 2

19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 45 - Top club.  
20 h 00 - Journal.  
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Un bébé sur commande. *Film américain (1970). Comédie dramatique. racontée dans un style d'une platitude rare. Débat : un enfant à tout prix.*  
23 h 15 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales.  
19 h 40 - Télévision régionale.  
19 h 55 - Il était une fois... l'homme.  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
20 h 30 - Sissi face à son destin.  
22 h 15 - Soir 3 et fin.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Important succès en recherche génétique

# L'ALBUMINE DU BLANC D'ŒUF SYNTHÉTISÉE À PARTIR D'UNE BACTÉRIE

Les équipes de recherche de l'Institut Pasteur viennent de réussir à faire fabriquer une bactérie banale de l'intestin, l'Escherichia Coli une protéine de grande taille, l'ovalbumine ou protéine du blanc d'œuf de poule. Il faut mesurer toute l'importance de cette opération. En effet jusqu'à présent la recherche en matière de «génie» génétique, malgré le nombre et l'ingéniosité de nombreuses équipes de généticiens, n'avaient permis de réussir à faire fabriquer par des bactéries que des substances de poids moléculaire beaucoup moins important. En 1977, les chercheurs américains faisaient fabriquer par le colibacille, une hormone du cerveau humain

Des molécules de cette taille ne peuvent être naturellement fabriquées que par des organismes supérieurs (comme l'homme ou les animaux, par exemple). Cette réussite importante en matière de génie génétique a été rendue possible grâce à la coopération de plusieurs laboratoires de recherche financés par le Centre National de la Recherche Scientifique, la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique, et l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale. L'ensemble des travaux étant dirigés depuis l'Institut Pasteur de Paris par le Pr Kourilsky.

Pour parvenir à ce résultat, les chercheurs ont utilisé une copie du gène faite à partir d'Acide Ribonucléique (ARN) messager contenant les instructions nécessaires à la synthèse d'ovalbumine. Cette «copie» de gène, mise au point à Strasbourg en 1977, a été introduite dans un «vecteur» biologique et introduit dans le colibacille. Celui-ci, «trompé» de la sorte s'est mis à synthétiser l'albumine, en croyant

fabriquer une de ses propres protéines !

### UN BRICOLAGE MOLECULAIRE

Ce véritable bricolage génétique, réalisé à l'échelon microscopique et moléculaire est d'un intérêt théorique fondamental pour la recherche. En effet, il prouve que des bactéries peuvent fabriquer toutes sortes de protéines étrangères aux leurs, y compris celles de grande taille, une fois leur matériel génétique «reprogrammé» par «manipulation génétique». C'est une découverte prometteuse pour la fin de notre siècle, car elle permet désormais d'imaginer la production massive des protéines dont on a besoin en médecine, en agriculture et pour l'industrie, avec un abaissement important à la fois des coûts et une amélioration des rendements. Ce qui repousserait ainsi les limites actuelles que rencontre — tant du point de vue des techniques, des matières premières ou des surfaces cultivables — la production humaine...

(de petite taille), la somatostatine. Depuis, la même équipe mettait au point la fabrication d'insuline à partir d'un gène artificiel introduit dans le même bacille. Mais, sans minimiser l'importance historique de ces premières synthèses «sur commande» il faut remarquer que les substances synthétisées, étaient non seulement de poids moléculaire moindre (le blanc d'œuf est formé d'une chaîne de 400 acides aminés, c'est-à-dire quatre fois plus que l'insuline), mais aussi que la production d'ovalbumine réalisée est d'un gros rendement : environ cinquante mille exemplaires de molécules par cellule bactérienne !

Même si on est encore loin de ce stade et que d'autres difficultés subsistent pour de multiples autres substances, ce succès de l'Institut Pasteur montre que tout en restant sur ses

gardes du point de vue des dangers des manipulations génétiques, on ne saurait «jeter le bébé avec l'eau du bain».

Pierre PUJOL



téléphonez  
au  
quotidien  
636 73 76

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# imro: des travailleurs aux pieds nus

30<sup>e</sup> épisode

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

(Extraits)

Editions Fédérop

Quand les gens venaient chez nous, ils en avaient du mal à partir ; tiens, comme la copine qui tout d'abord ne voulait pas venir ; et puis le jour où elle est venue elle est restée tard, très tard... Nous les heures on ne les voyait plus, on ne les comptait plus, ça n'avait plus de sens. Et combien de copains se sont fait avoir en venant dans la boîte et en se disant « Oh ! je ne vais pas rester longtemps » et manque de bol ils repartaient plus tard que prévu, certains même le lendemain. Et combien de gens qui n'étaient pas de la boîte, quand ils parlaient, disaient « nous l'IMRO ». Eh oui ! parce que nous-mêmes par moment on s'y perdait un peu ; il y a des copains qu'on avait entièrement intégrés à notre collectivité comme Bertrand, Tintin, Georges, Yvon... Pour nous, ils devenaient des travailleurs de l'IMRO. Ils assistaient parfois aux scènes qu'on se faisait entre nous ; et avec tous ces copains dont on vous parle, on a popularisé.

Dans une vaste salle éclairée par la lumière blafarde des néons, des hommes vêtus de battledresses s'affairaient et se mordaient les lèvres. La sueur perlait sur leur front, la respiration était haletée :

— « Ça n'ira pas. A refaire. »

Un minutieux dosage se préparait et la réussite de celui-ci influerait notablement pour le succès des opérations prévues sur le théâtre des manœuvres. Toutes les conditions matérielles devaient être réunies, car une nouvelle fois l'enjeu était trop énorme car déterminant pour la survie.

Sur un mur, une carte d'état-major était dressée et divisée en différents secteurs numérotés. L'assistance était grave et soucieuse, car une longue nuit se préparait. Hélas, nul ne pouvait prévoir comment elle finirait... Pour se donner le

maximum d'atouts, chaque homme était polyvalent au niveau des tâches, et chacun avait suivi un entraînement sévère et intense : agilité, discrétion, sports de combat, maîtrise des nerfs, résistance à la torture morale et physique, maniement des armes et des explosifs.

Indéniablement, ils avaient l'amour du devoir et pour le défendre ils n'hésitaient pas à aller au sacrifice. Chez eux il n'y avait que bravoure, abnégation tant du corps que de l'âme.

La revue du paquetage se fit :

« — vivres ?  
— prêtes.  
— véhicules ?  
— prêts.  
— tenues ?... »

Après un tour de vue des plus brefs sur l'organisation des sections de combat, c'était dans un silence imposant, l'écoute de l'hymne qui peut-être serait entendu pour la dernière fois par ces hommes. La perte de l'un d'entre eux serait considérée comme une atteinte redoutable à leurs forces et douloureusement ressentie par toutes celles et tous ceux qui mettaient leur espoir en eux. Pour mieux brouiller les pistes parmi ces hommes, se trouvait un agent d'une puissance amie, rompu à ces activités délicates. Il fallait se jeter maintenant à l'eau, l'action ne pouvait plus attendre car tout était calculé à la minute près. Au cours des opérations précédentes, le terrain des forces adverses avait été miné : des agents attendaient. La nuit venue, ces hommes sillonnaient les petites ruelles sombres. Pour eux, c'était de nouvelles heures éprouvantes, pleines de risques, sans sommeil. Ils traversaient dans le silence les rideaux de pluie glacée et

les flaques d'eaux boueuses. Pas un mot ne troublait le son cristallin des cloches qui martelaient au loin les deux coups d'après minuit. On sentait la force et la ténacité de ces hommes aux gestes précis, aux mâchoires serrées. Pas un souffle ne s'échappait de ces poitrines, les yeux étaient plissés pour mieux percevoir dans l'obscurité l'arrivée éventuelle des hordes sauvages, supérieures en force et en armes. Combat ô combien inégal, mais leur vive intelligence permettait de franchir assez aisément les obstacles que les ennemis tentaient de leur dresser. Ces hommes ressemblaient à « y méprendre à des ombres vivantes et, sur leur passage, les chiens se taisaient et allaient se terrer dans leur niche. Chaque faux-pas pouvait constituer un péril, l'ennemi pouvait les attaquer sournoisement. Se faire prendre pouvait les meurtrir définitivement dans leur chair.

Et ainsi toute la nuit durant, malgré la faim, la soif, les traîtrises fomentées par le camp adverse, maison après maison, les bataillons des travailleurs de l'IMRO libérèrent les murs de leur chère bonne vieille ville.

Ça, c'est une petite histoire rédigée vite fait et que nous dédions aux camarades colleurs d'affiches. Cette petite tranche de vie reflète l'esprit de la boîte : du sérieux pour mieux en rire. Bref, les collages, on en raffolait : une fois nous avions collé en plein jour, rue Jeanne d'Arc, à 17 heures, une des rues les plus passantes de Rouen. C'était trop facile, on préférait la difficulté, l'atmosphère des nuits où tout un monde souterrain surgit et se met à vivre. On a toujours aimé le suspens qui rompt la monotonie des heures qui s'écoulaient longuement, péniblement, goutte à goutte.

A suivre

Sacilor-Sollac

# GREVE RECONDUCTIBLE A PARTIR DE MARDI

La consultation des 37 000 travailleurs du groupe SACILOR-SOLLAC s'est terminée vendredi. Le dépouillement de ce vote organisé par l'Intersyndicale a dégagé une majorité relative favorable à une grève reconductible.

Mardi matin, les piquets seront en place aux portiers et les grévistes se rassembleront ensuite à Hayange, au cœur du bassin sidérurgique de Moselle.

Pourtant, de nombreuses questions se posent sur les perspectives de ce mouvement.

Pourquoi une grève seulement sur Sacilor-Sollac ?

C'est bien toute la sidérurgie qui est concernée par le plan gouvernemental — et tous les sidérurgistes d'Usinor, d'Uchange ou de Pompey subissent de plein fouet à la fois les réductions d'emplois et l'intensification du travail.

Que penser alors du mot d'ordre des fédérations CGT et CFDT pour une journée d'action nationale, mais pour le jeudi 19 ?

Car s'agit-il du début d'une lutte effective, où les travailleurs peuvent prendre leurs affaires en main, ou simplement d'une nouvelle journée d'action ?

Sans doute pour beau-

coup de ceux qui ont voté pour la grève, c'est justement cette possibilité de mener cette lutte effective qui les a fait se déterminer. Sans doute aussi de nombreux syndicalistes CFDT et CGT seront vigilants, en particulier suite à l'expérience récente du 25/9 où les dirigeants de la CGT ont tout fait pour maintenir la grève dans le cadre étroit des 24 heures et favoriser l'opération du PCF organisant sa propre manifestation.

Qui va décider alors de la suite de l'action ? Est-ce l'Intersyndicale — et alors le risque est grand que les divergences qui ne manqueront pas d'apparaître amènent la fin du mouvement, et surtout le découragement ?

Ou bien les travailleurs pourront-ils eux-mêmes décider de la poursuite de la lutte et des initiatives à prendre ? Permettre cette démocratie dans la lutte, voilà ce qui est nécessaire. A la fois pour surmonter les divisions, les hésitations qui risquent d'être

renforcées par le mode de consultation qui a été mis en place.

Et aussi pour assurer la solidité de la grève et permettre de remporter des succès, au moins partiels, sur les revendications.

## Vote

17 550 votants.  
1 804 bulletins blancs ou nuls.  
8 652 sur la grève.  
7 094 contre.

## GREVE DE 24 h

Voilà ce qu'annonçait samedi le journal du PCF, en contradiction avec le résultat du vote et les décisions de l'Intersyndicale. Si on y ajoute la décision des municipalités PCF de faire du 17 une journée d'action, on peut craindre de nouvelles manœuvres. Qu'en pensent les militants du PCF ?

## Communiqué intersyndical

«Les travailleurs seront consultés journellement pour la poursuite de la lutte. Dès le premier jour de grève, les syndicats appellent les travailleurs et la population à une grande manifestation qui se déroulera à Hayange.»

Les résultats démontrent une grande combativité de la part des travailleurs qui se sont exprimés démocratiquement et en majorité pour engager la grève avec l'objectif d'engager les négociations pour l'arrêt immédiat des licenciements de fait, et du chômage, pour la satisfaction des revendications urgentes.»

# Liban RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE LA F.A.D.

La réunion des pays arabes participant à la Force Arabe de Dissuasion a commencé dimanche en fin d'après-midi à Beit El Dine à 45 km au Sud-est de Beyrouth. Cette conférence qui réunit les ministres des Affaires étrangères du Liban, de Syrie, d'Arabie Saoudite, du Koweït, du Qatar, des Emirats Arabes Unis et du Soudan et qui est présidée par le chef de l'Etat libanais Elias Sarkis, ne devrait pas apporter de modifications importantes à la mission de la F.A.D. Le mandat de cette force composée pour l'essentiel de soldats syriens au nombre de 30 000, auxquels il faut ajouter les contingents réduits saoudiens et soudanais, sera sans doute renouvelé comme il le fut plusieurs fois depuis la création de la F.A.D. en 1976. En plus du renouvellement du mandat de la F.A.D. qui expirait le 26 octobre, la conférence devra décider de l'inter-

vention d'un nouveau contingent saoudien et du déploiement d'un cordon de l'armée libanaise proposé par le président Sarkis. Un communiqué du commandement de la F.A.D. fait état de violations du cessez-le-feu par les milices fascistes «de façon à rendre la situation précaire en mettant en cause la sécurité pendant la réunion des ministres des Affaires étrangères arabes». Le communiqué ajoute qu'un officier de sécurité libanais aurait été blessé par un tireur des milices d'extrême droite embusqué près du Palais de Justice à la jonction des quartiers est et ouest de Beyrouth.

Pendant ce temps, à Washington, les négociations israélo-égypto-américaines se poursuivent sans qu'on connaisse avec précision les articles sur lesquels portent les divergences et ceux acceptés par les deux parties. Néan-

moins l'optimisme est de règle du côté américain où on parle de «progrès substantiels», le secrétaire d'Etat Cyrus Vance a déclaré que le traité israélo-égyptien pourrait être signé le 19 novembre jour anniversaire de la visite de Sadate à Jérusalem. Le journal égyptien *Al Ahrâm* indique les sujets abordés

au cours des négociations : retrait israélien, mesures de sécurité, colonies de peuplement, commerce, tourisme et échanges culturels entre les deux pays. On voit que la collaboration égypto-israélienne veut s'étendre à tous les secteurs. Sadate va décidément loin dans les compromissions.

## Iran : lundi jour de deuil et de lutte

# UN COUP DECISIF AU REGIME DU SHAH

● C'est un jour de deuil et de grève générale d'une ampleur sans précédent qui paralyse l'Iran ce lundi. En effet, toutes les organisations de l'opposition, organisations religieuses, bourgeoisie d'opposition, travailleurs appellent à cette journée de deuil, quarante jours après le «vendredi noir» de la place Jaleh. Cette nouvelle journée de lutte doit marquer de manière décisive, la volonté du peuple iranien d'en finir avec le régime du Shah, malgré la répression et les promesses de changement.

Dans l'appel au deuil et à la grève qu'il a lancé pour la journée de lundi, l'Ayatollah Khomeiny souligne l'ampleur du mouvement actuel, unique dans l'histoire de l'Iran, qui unit le peuple tout entier. Il appelle le peuple à renforcer cette unité et à «faire participer les militaires au mouvement». L'Ayatollah engage le peuple à une lutte de longue durée, persévérante, «jusqu'à la fin de la domination des superpuissances qui pillent le pétrole et jusqu'à l'indépendance de l'Iran».

Enfin, le chef du mouvement religieux populaire appelle solennellement à cette journée de deuil de

lundi, concluant : «Vous devez préparer la chute du régime du Shah sans laquelle les deuils continueront.»

Cette journée arrive après une semaine où les mouvements de grève dans toute l'industrie, les manifestations populaires, les mouvements dans les lycées et les facultés ont continué, portant de nouveaux coups au cabinet de Sharif Emani. De plus, celui-ci a été obligé de céder devant un mouvement des travailleurs de la presse et des journalistes contre la censure. La semaine dernière, le gouvernement avait installé dans quatre journaux de Téhéran des militaires chargés

## ● Réelle mobilisation à Neuves-Maison

Jeudi dernier, Rousseau, le PDG de Neuves-Maisons convoque une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise pour annoncer que, malgré la fin du délai de trois mois après l'arrêt des travaux de la nouvelle aciérie à oxygène, la direction ne pourrait se prononcer que dans quelques semaines.

Très rapidement, des voitures-sonos partaient dans les cités et les villages alentour pour appeler à un meeting. A 16 h, 2 500 travailleurs se rassemblaient devant l'entrée de l'usine à l'appel des syndicats. Il fut décidé de demander des comptes à Rousseau qui se trouvait à ce moment en réunion avec les cadres. Celui-ci devant la colère des travailleurs s'énervait quelque peu.

Finalement, rien de précis ne sortait de l'entrevue et les travailleurs allaient occuper le carrefour central de Neuves-Maisons vers 18 h.

Vendredi, l'appel à la grève lancé par les trois syndicats était suivi à 90 %. C'était le blocage total de la production et de l'entretien. Seule, FO n'avait pas voulu s'associer au mouvement. Un meeting dans l'usine rassemblait 2 500 travailleurs puis un cortège parcourait les ateliers pour se rendre jusque devant la nouvelle aciérie à oxygène.

La mobilisation des sidérurgistes de Neuves-Maisons est donc bien réelle. Se satisfont-ils de la journée d'action que leur proposent les directions syndicales pour le 19 octobre ?

## ● Le Puy : gala de solidarité avec les travailleurs expulsés

Samedi dernier au Puy s'est tenu le gala de soutien aux expulsés et inculpés après la manifestation contre Barre le 9 mars dernier. Malgré des difficultés rencontrées dans la mobilisation, près de 150 personnes ont participé à ce gala.

Après des chansons de jeunes chanteurs du Puy et d'un chanteur algérien, une prise de parole de la CFDT Elastelle et de l'inter syndicale des tanneries dénonçait la répression organisée contre les travailleurs : expulsions, matraquages, licenciements de délégués syndicaux...

Le gala de solidarité pour le retour des expulsés et la levée des inculpations se terminait par une pièce de théâtre mettant en action des scènes vécues de l'oppression des travailleurs immigrés. La mobilisation se poursuit, le procès aura lieu mardi 17 à 15 heures.

Correspondant

## JOINVILLE LE PONT : GAUCHE REELUE

La gauche sort vainqueur de son invalidation par le Conseil d'Etat à Joinville le Pont. Pourtant cette fois la droite n'avait pas conduit trois listes simultanément comme au printemps 1977.

Le porte-parole de la liste de droite Raymond Bar...barin va pouvoir se reposer.

La gauche obtient 339 voix de plus qu'en mars 1977.

## ECURIES

14 jockeys et 40 papiers se retrouvaient lundi devant la justice pour répondre du trucage du prix «bride abattue». Le petit nettoyage des écuries du PMU se poursuit. Jusqu'où la justice est-elle prête à aller ?

## ACCORD SECRET ?

Selon l'hebdomadaire américain *News Week* un accord secret aurait été conclu entre Carter et Sadate au moment de Camp David.